

Département de l'Isère (38)  
Commune d'AURIS

## - Station de l'Alpe d'Huez -

*Aménagement du domaine skiable  
« Aménagement du sommet  
de la piste du Col »*

# Notice environnementale

### Maîtrise d'Ouvrage

S.A.T.A.  
Av. du Pic Blanc  
38750 L'ALPE d'HUEZ  
Tél : 04 76 80 30 30  
Fax : 04 76 80 48 64



### SYMBIOSE ENVIRONNEMENT

101 montée du Vannier - SANGOT  
73210 MACOT LA PLAGNE  
tél : 06 83 29 77 39  
elisabethpedron@me.com

**Dossier N°19 122**

**Version 1 - Juillet 2019**

### Maîtrise d'Œuvre

A.D.2.I.  
Parc d'Ariane - Bâtiment E2  
11 Boulevard de la Grande Thumine  
13090 AIX EN PROVENCE  
T : 04 42 20 88 89  
F : 04 42 95 20 64



# Sommaire

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>A.</b>	<b>CONTEXTE DE LA MISSION</b>	<b>7</b>
1.	PRINCIPE DU PROJET	8
<b>B.</b>	<b>LEGISLATION</b>	<b>13</b>
1.	CONCERNANT LA REGLEMENTATION DES ETUDES D'IMPACT	13
2.	CONCERNANT LES AUTRES REGLEMENTATIONS	14
<b>II.</b>	<b>ETAT INITIAL</b>	<b>17</b>
<b>A.</b>	<b>MILIEU PHYSIQUE</b>	<b>21</b>
1.	SITUATION GEOGRAPHIQUE	21
2.	RELIEF ET TOPOGRAPHIE	22
<b>B.</b>	<b>MILIEU HYDROLOGIQUE</b>	<b>25</b>
1.	EAUX SUPERFICIELLES	25
<b>C.</b>	<b>MILIEU BIOLOGIQUE</b>	<b>27</b>
1.	VEGETATION	27
2.	FAUNE	35
3.	ZONAGES REGLEMENTAIRES ET INVENTAIRES	37
<b>D.</b>	<b>CONTEXTE HUMAIN</b>	<b>41</b>
1.	POPULATION	41
2.	PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE	41
<b>E.</b>	<b>PAYSAGE</b>	<b>43</b>
1.	GENERALITE	43
2.	PAYSAGE DU SITE	43
3.	VISIBILITE DU PROJET	44
4.	SENSIBILITE PAYSAGERE	45
<b>F.</b>	<b>CADRE REGLEMENTAIRE</b>	<b>47</b>
1.	DOCUMENT D'URBANISME COMMUNAL	47
<b>G.</b>	<b>SYNTHESE DES ENJEUX ET INTERRELATIONS</b>	<b>49</b>
<b>H.</b>	<b>CONTRAINTES ET POTENTIALITES</b>	<b>51</b>
<b>III.</b>	<b>PRECONISATIONS</b>	<b>53</b>
1.	CONCERNANT LE RELIEF ET LES SOLS	55
2.	CONCERNANT LES EAUX SUPERFICIELLES	55
3.	CONCERNANT LA FLORE	56
4.	CONCERNANT LA FAUNE	56
5.	CONCERNANT L'ACTIVITE TOURISTIQUE ESTIVALE	57
6.	CONCERNANT LE PAYSAGE	58
7.	CONCERNANT LE RISQUE D'EROSION	59
8.	CONCERNANT LES RISQUES NATURELS	59
9.	CONCERNANT LE RESPECT DU MILIEU NATUREL EN GENERAL	60

<b>Annexe :</b>
-----------------

- Inventaire floristique

# I. INTRODUCTION





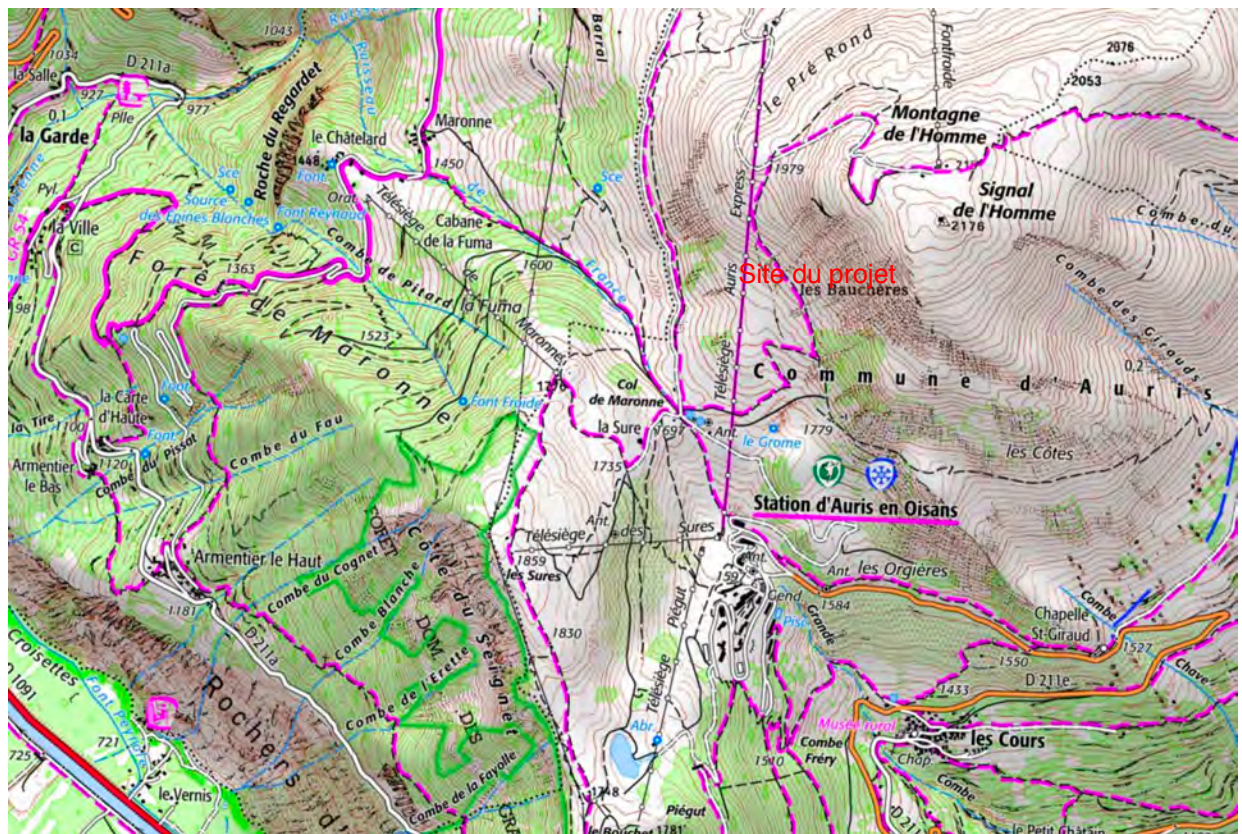
## A. CONTEXTE DE LA MISSION

La présente Notice environnementale concerne le projet d'aménagement de la piste de ski existante du « Col » du domaine skiable de « AURIS » sur le territoire de la commune de AURIS EN OISANS, dans le département de l'ISERE (38), en région Rhône-Alpes.



Localisation à l'échelle régionale. Source : Géoportail, Juin 2019.

Cet aménagement est situé en partie basse du domaine skiable, au départ des pistes de ski.



Localisation à l'échelle locale. Source : Géoportail, juillet 2019.

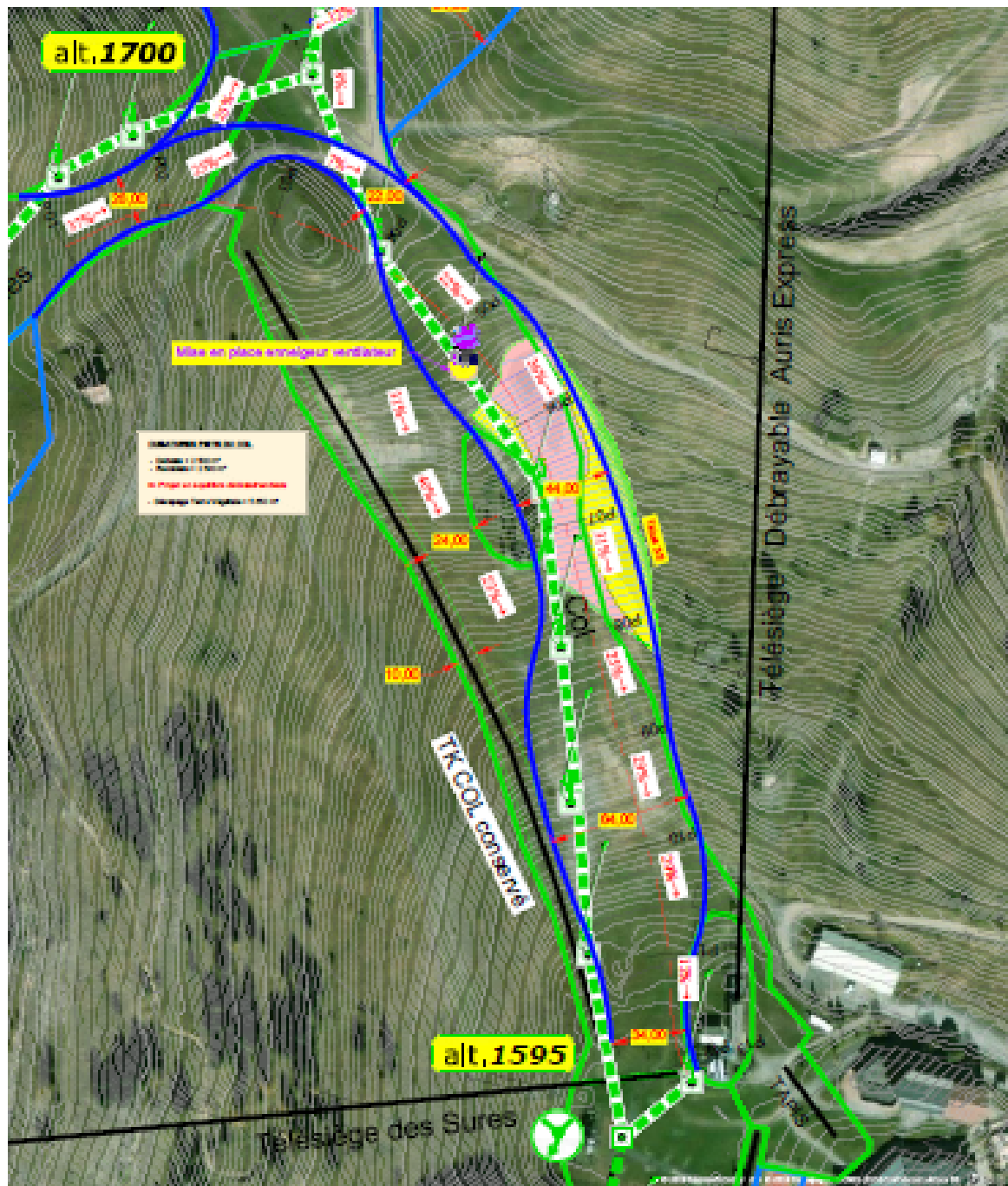


Source : AD2i, Juillet 2019.



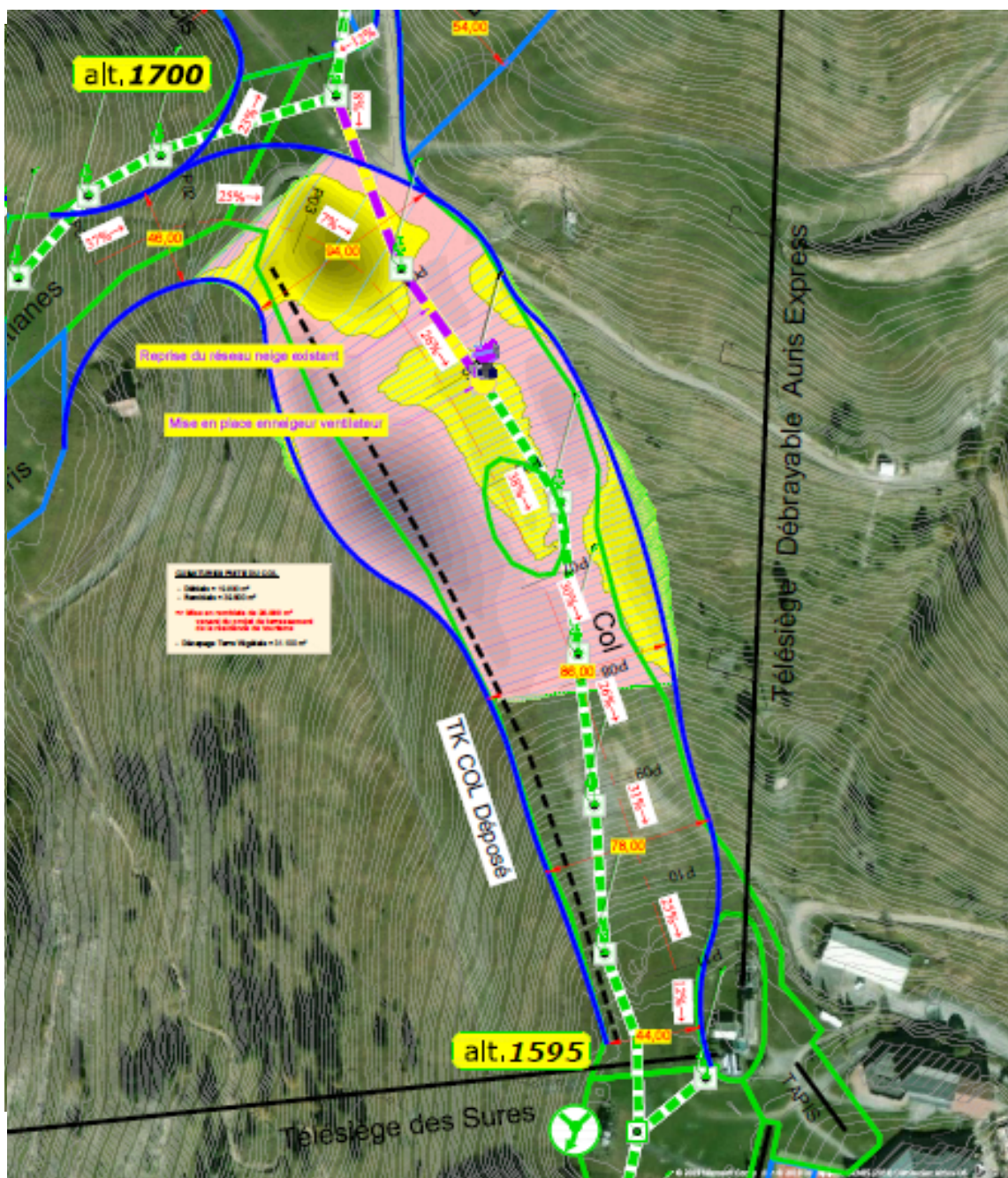
A noter que le projet sera réalisé en deux phases :

- Première phase en 2019 : la piste existante sera élargie en rive gauche grâce à des travaux en déblais/remblais équilibrés en volume et une partie du bosquet situé à mi-pente sera supprimé (210 m2).



- Deuxième phase en 2020 : l'entrée de piste sera reprofilée pour élargir la zone skiable, le reste du bosquet situé à mi-pente sera supprimé (275 m2), le télésiège du Col sera démonté et la compression située sous la ligne de l'appareil sera comblée par la mise en remblais de matériaux issus d'un projet immobilier tout proche (construction de la résidence de tourisme ALP'AURIS).

Ces travaux permettant ainsi de rendre skiable la totalité de la largeur de la piste de ski.



### **Nature des travaux**

Le projet consiste à réaliser des terrassements en déblais/remblais.

Cet aménagement permettra de rendre skiable la totalité de la largeur de la piste de ski et ainsi de garantir un retour skieurs sur le bas de la station de AURIS en toute sécurité pendant tout l'hiver.

Les terrassements seront réalisés en déblais/remblais. Préalablement aux terrassements, la terre végétale sera décapée sur une profondeur de 30 cm. Elle sera mise en dépôt à proximité immédiate de l'emprise des terrassements et sera stockée en cordon en bordure de piste, côté amont, de manière à pouvoir être réutilisée aisément ultérieurement.

### **Ampleur du projet**

La surface totale de piste qui sera aménagée est de 31 100 m<sup>2</sup>.

Les volumes de matériaux terrassés sont de 19 800 m<sup>3</sup> en déblais et 39 800 m en remblais, dont 20 000 m<sup>3</sup> provenant de la construction de la résidence ALP'AURIS.





## B. LEGISLATION

### 1. Concernant la réglementation des ETUDES D'IMPACT

La procédure des Études d'impact **est régie par les articles L. 122-1 et suivants du Code de l'Environnement**, articles relatifs aux études d'impact, ainsi que par différents textes réglementaires (loi, décrets, directives, et circulaires – cf. liste ci-après).

Le **décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011** portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements est paru au JO du 30 décembre 2011, en application de la loi Engagement National pour l'Environnement (dite loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010 et a été modifié suite à la réforme d'août 2016.

Depuis le **01 juin 2012** (date d'entrée en application du décret), seuls sont soumis à étude d'impact les projets mentionnés en annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement (disparition du seuil financier / pris en compte d'une nomenclature).

En fonction des seuils définis par la nomenclature du décret, celui-ci impose : soit une étude d'impact obligatoire en toutes circonstances ; soit une étude d'impact au cas par cas, après examen du projet par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La nomenclature a été modifiée par le **Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016** relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.

Ici, le projet est concerné par les rubriques n° 43 (b) uniquement.

CATÉGORIES D'AMÉNAGEMENTS, d'ouvrages et de travaux	PROJETS soumis à étude d'impact	PROJETS soumis à la procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/ CE
<b>43. Pistes de ski, remontées mécaniques et aménagements associés.</b>	a) Création de remontées mécaniques ou téléphériques transportant <u>plus de 1 500 passagers par heure</u> .	a) Remontées mécaniques ou téléphériques transportant moins de 1 500 passagers par heure à <u>l'exclusion des remontées mécaniques démontables et transportables et des tapis roulants</u> mentionnés à l'article L. 342-17-1 du code du tourisme.
	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie supérieure ou égale à 2 hectares l'aménagement des pistes existantes en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	b) <b>Pistes de ski</b> (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou <b>d'une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.</b>
	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou une <b>superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.</b>

Le projet nécessite l'aménagement de la piste sur une surface de 31 100 m<sup>2</sup>, soit **3,1 Ha**.

Le projet est donc soumis à la procédure de « cas par cas » au titre de la rubrique 43 (b).

## 2. Concernant les autres réglementations

D'après ses caractéristiques, le projet est soumis aux réglementations suivantes :

### **Articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement**

(anciennement Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992).

Le Code de l'environnement précise la nomenclature des opérations qui sont soumises soit à déclaration, soit à autorisation en fonction de leur importance.

Du fait de sa nature et de ses caractéristiques, le projet ne rentre dans aucune rubrique de cette nomenclature.

Le projet a notamment été adapté au site de manière à ne pas impacter les zones humides du secteur. Le projet n'est soumis ni à AUTORISATION ni à DECLARATION au titre de la nomenclature Loi sur l'Eau, codifiée par le Code de l'environnement.

### **Code de l'Urbanisme**

Le Code de l'Urbanisme précise la nomenclature des opérations qui sont soumises, soit à permis, soit à déclaration en fonction de leur importance.

Type de travaux	Projet	Procédure
Remontée mécanique	<p><b>Les travaux de construction ou de modification substantielle des remontées mécaniques définies à l'article L. 342-7 du code du tourisme sont soumis à autorisation, d'une part, avant l'exécution des travaux et, d'autre part, avant la mise en exploitation.</b></p> <p>L'autorisation d'exécution des travaux portant sur la réalisation des remontées mécaniques tient lieu du permis de construire prévu à l'article L. 421-1 en ce qui concerne les travaux soumis à ce permis.</p>	<p><b>D.A.E.T.</b> <b>Demande</b> <b>d'Autorisation</b> <b>d'Exécution de</b> <b>Travaux</b> <b>=</b> <b>Permis</b> <b>de construire</b></p>
Aménagement piste de ski	<p><b>À moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Création ou modification de piste dont les affouillements ou les exhaussements du sol excèdent deux mètres de hauteur et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à deux hectares.</li><li>- Création ou modification de piste dont les affouillements ou les exhaussements du sol excèdent deux mètres de hauteur et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> dans des secteurs sauvegardés, sites classés et réserves naturelles</li></ul> <p>Article L473-1 à 473-3 du code de l'urbanisme.</p>	<p><b>D.A.A.P</b> <b>Demande</b> <b>d'Autorisation</b> <b>D'aménagement</b> <b>des pistes de</b> <b>ski alpin</b> <b>=</b> <b>Permis</b> <b>d'Aménager</b></p>

Le projet est soumis à une procédure de **DEMANDE D'AUTORISATION D'AMENAGEMENT DES PISTES DE SKI ALPIN** au titre du Code de l'urbanisme.

### **Code forestier**

D'après la circulaire du 28 mai 2013, la réécriture du code forestier résultant de l'ordonnance du 26 janvier 2012 et du décret du 29 juin 2012 a restructuré le code en vue d'une simplification de sa lecture.

Sont soumis à la réglementation du défrichement les bois et forêts des particuliers et ceux des forêts des collectivités territoriales et autres personnes morales visées à l'article 2° du I de l'article L.211-1 relevant du régime forestier.

L'article L.341-1 du code forestier définit le défrichement, comme se caractérisant par **la destruction de l'état boisé d'un terrain et la suppression de sa destination forestière**. Les deux conditions devant être vérifiées simultanément.




De plus, est considéré comme un **défrichement direct**, une opération volontaire ayant pour effet de détruire le peuplement forestier et de mettre fin à sa destination forestière. Il est donc nécessaire, pour caractériser un défrichement, qu'il y ait une coupe rase des arbres avec destruction des souches et changement d'affectation du sol.

En raison de la grande diversité locale des formations ligneuses, le code forestier ne définit pas les notions de bois, forêt ou état boisé. La caractérisation de l'état boisé et de la destination forestière d'un terrain résulte d'une constatation et d'une appréciation de fait et non de droit, laissée à l'administration en charge des forêts sous le contrôle du juge. L'interprétation de ces notions se fait donc au cas par cas sur la base d'éléments matériels et factuels.

En outre, selon la notice d'information à l'attention des demandeurs d'autorisation de défrichement (CERFA n° 51240#08) l'état boisé d'un terrain pourrait se définir, notamment, comme le caractère d'un sol occupé par des arbres et arbustes d'essences forestières, à condition que leur couvert (projection verticale des houppiers\* sur le sol) occupe au moins 10% de la surface considérée. Lorsque la végétation forestière est constituée de jeunes plants ou de semis naturels, l'état boisé est caractérisé par la présence d'au moins 500 jeunes arbres bien répartis à l'hectare. Ainsi, les sites momentanément déboisés ou en régénération sont classés comme forêt même si leur couvert est inférieur à 10% au moment du constat.

**La formation boisée doit occuper une superficie d'au moins 5 ares (bosquet) et la largeur moyenne en cime doit être au minimum de 15 mètres.**

Le Code Forestier prévoit les natures de défrichement qui n'entrent pas dans le champ d'application de la réglementation forestière en fonction du type de bois (collectivité et/ou particulier). Les opérations de défrichement non soumises à autorisation sont les suivantes :

	FORÊT DES COLLECTIVITÉS (soumise ou non au régime forestier)	FORÊT DES PARTICULIERS
NE CONSTITUE PAS UN DÉFRICHEMENT	Remise en valeur d'anciens terrains agricoles envahis par une végétation spontanée <sup>1</sup> , ou les terres occupées par les formations telles que garrigues, landes et maquis. Opérations portant sur les noyeraies, oliveraies, plantations de chênes truffiers et vergers à châtaignes. Opérations portant sur les taillis à courte rotation normalement entretenus et exploités, implantés sur d'anciens sols agricoles depuis moins de 30 ans. Création à l'intérieur des forêts d'équipements indispensables à leur mise en valeur et à leur protection, sous réserve que ces équipements ne modifient pas fondamentalement la destination forestière de l'immeuble bénéficiaire et n'en constituent que les annexes indispensables, y compris les opérations portant sur les terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être défrichées pour la réalisation d'aménagements, par un plan de prévention des risques naturels.	
DÉFRICHEMENT EXEMPTÉ D'AUTORISATION		Défrichement impactant un massif boisé inférieur à 4 ha (taille du massif + surface du projet avant défrichement). Si ce massif est une forêt alluviale ou une ripisylve, ce seuil passe à 0,5 ha.  Dans les parcs ou jardins clos et attenants à une habitation principale, lorsque l'étendue close est inférieure à 10 ha.  Si le défrichement projeté dans ces parcs est lié à la réalisation d'un aménagement urbain ou à une construction soumise à permis, cette surface passe à 4 ha.
	<b>Forêt NON SOUMISE au RF</b> Dans le cadre d'un schéma communal concerté approuvé, toute commune classée en zone de montagne dont le taux de boisement > 70 % peut défricher pour des raisons paysagères ou agricoles. Il ne peut entraîner une réduction du taux de boisement de la commune < 50 %.	
	Dans les zones définies par une réglementation des boisements dans lesquelles la reconstitution des boisements après coupe rase est interdite ou réglementée, ou ayant pour but une mise en valeur agricole et pastorale de bois situés dans une zone agricole réglementée.  Dans les jeunes bois de moins de 30 ans sauf s'ils ont été conservés à titre de réserves boisées ou plantés à titre de compensation pour le défrichement ou bien exécutés dans le cadre de la restauration des terrains en montagne (RTM) ou de la protection des dunes.	

Source : Préfecture de l'Isère, 26 juillet 2019.

Mis à part les opérations du tableau ci-avant, tout défrichement nécessite l'obtention d'une autorisation préalable de l'administration, sauf s'il est la conséquence indirecte d'opérations entreprises en application d'une servitude d'utilité publique (distribution d'énergie).

Lorsque la réalisation d'une opération ou de travaux soumis à autorisation administrative nécessite un défrichement, l'autorisation de défrichement doit être obtenue préalablement à la délivrance de cette autorisation administrative excepté pour les opérations prévues par la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées énumérées au titre 1er du livre V du code de l'environnement (il s'agit par exemple des carrières, des décharges, des déchetteries). En particulier, l'autorisation de défrichement est un préalable pour la délivrance des permis de construire.

L'instruction des deux procédures peut toutefois être engagée en parallèle, si l'accusé de réception du dossier de demande de défrichement complet est joint aux autres demandes d'autorisation administrative.

Pour être enregistrés complets par la DDT, les dossiers de demande d'autorisation de défrichement doivent comporter : soit une étude d'impact, soit une décision dispensant le projet d'étude d'impact.

De même, les demandes d'autorisation de défrichement doivent comporter dans les cas prévus par le code de l'environnement, une évaluation d'incidence au titre de la procédure Natura 2000.

Type de procédure	Superficie < 0,5ha	0,5ha < Superficie < 10ha	10ha < Superficie < 25ha	Superficie > 25ha
<b>Etude d'impact (EI)</b>	Pas d'Etude d'impact	Au cas-par-cas, décidée par l'Autorité Environnementale (AE). En cas de non-nécessité d'étude d'impact, l'AE délivre une attestation indiquant que le défrichement n'est pas soumis à EI		EI Systématique
<b>Enquête publique (EP)</b>	Pas d'enquête publique ni de mise à disposition du public	Pas d'enquête (même si défrichement soumis à étude d'impact), mais mise à disposition du public si étude d'impact	EP si étude d'impact	EP Systématique

Selon les différents critères permettant de définir un défrichement, le projet ne nécessite pas de défrichement, il n'est donc pas soumis à **DEMANDE D'AUTORISATION** au titre du Code Forestier.

## II. ETAT INITIAL





---

Cette Notice environnementale a été conduite de façon à identifier et à qualifier les enjeux environnementaux ainsi que les sensibilités du milieu naturel concernées par le projet.

Elle a été réalisée par :

**Elisabeth FLUBACKER**

*(Ingénieure écologue, botaniste – Gérante du Cabinet Symbiose environnement)*

L'état initial a été réalisé à partir d'un constat qualitatif (qualité, sensibilité, vulnérabilité) et quantitatif (emprise du projet) établi notamment sur la base de l'analyse de :

**1/ l'analyse des données bibliographiques** disponibles concernant le site et ses alentours,

**2/ l'expérience** de ce type de projets

**3/ la réalisation d'une visite de terrain** réalisée par nos soins le **25 juin 2019**.

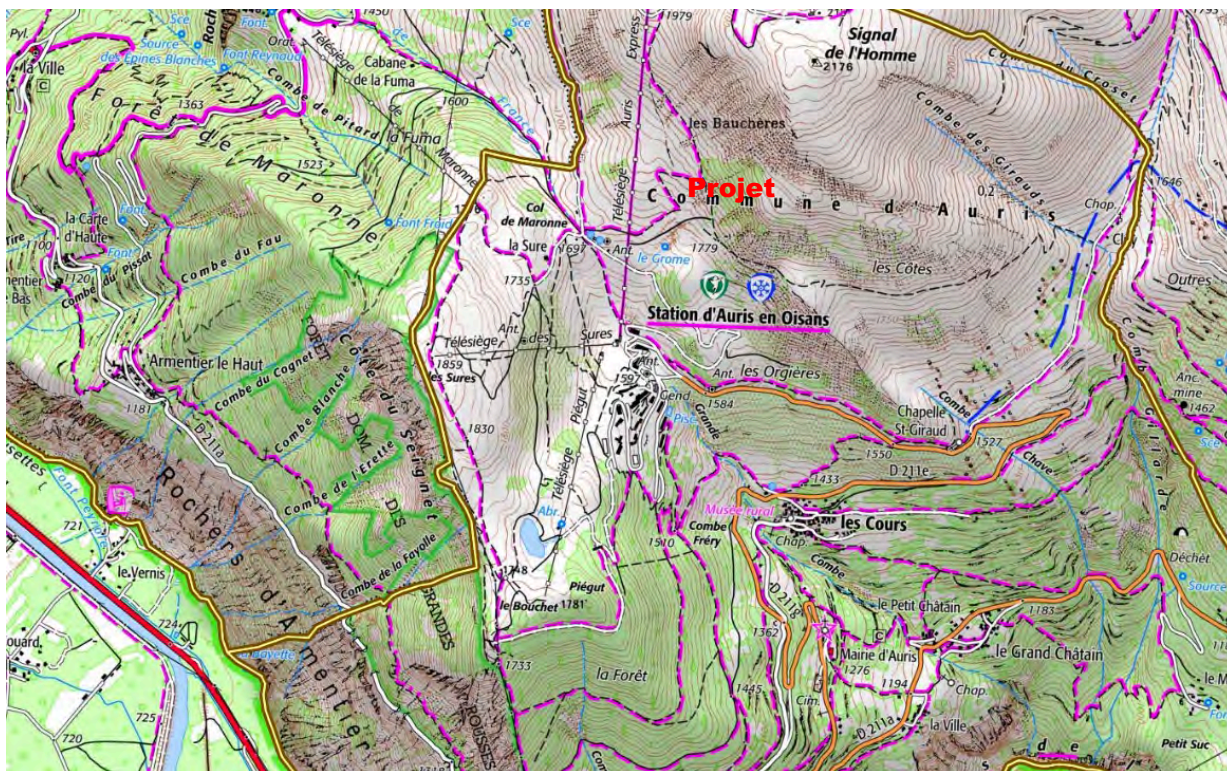
Cette démarche a permis d'adapter le projet afin de réduire ses impacts sur le milieu naturel.

---



## 1. Situation géographique

Le projet se situe sur le bas du domaine skiable de AURIS, sur le territoire de la commune de AURIS EN OISANS.

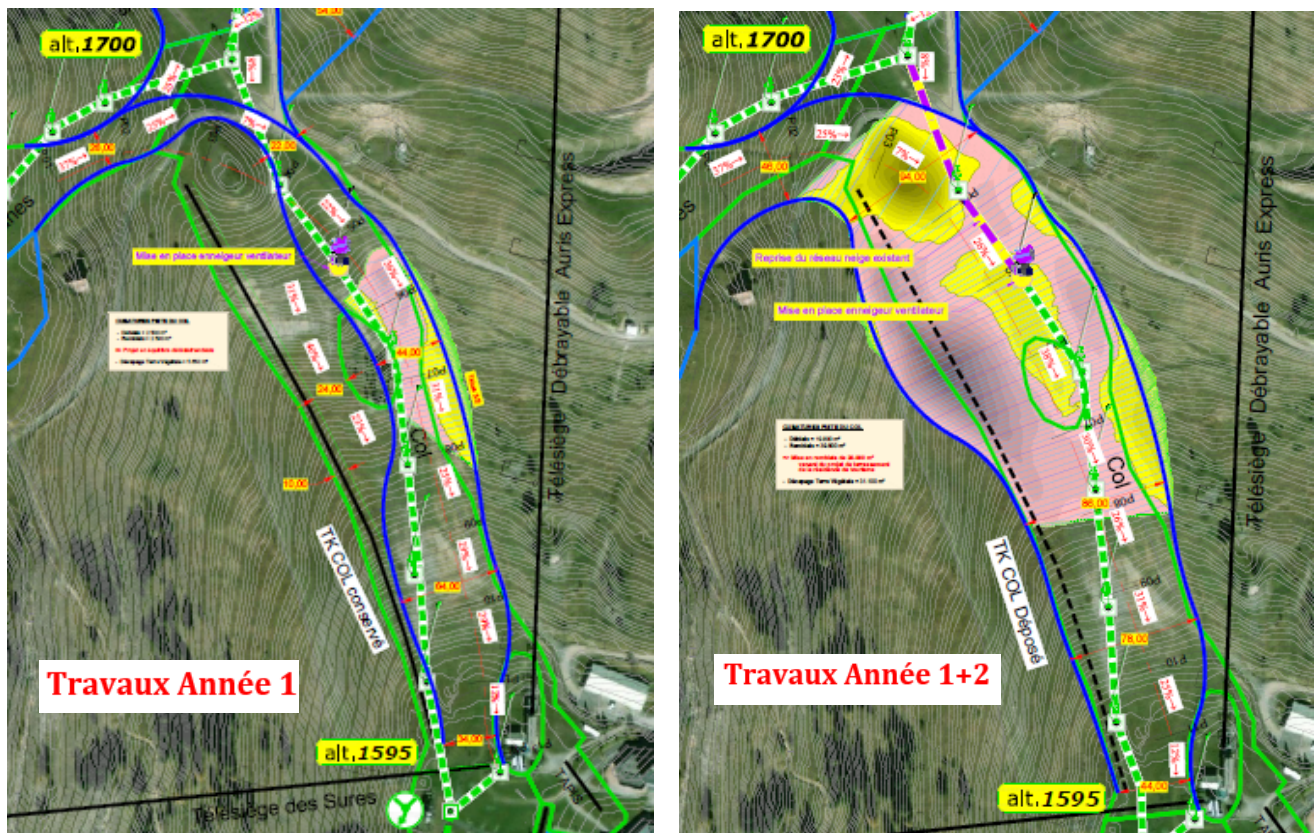


**SYMBIOSE ENVIRONNEMENT**  
Dossier 19122



## Aire d'étude

Le site d'étude est situé en zone basse du domaine skiable et concerne uniquement la partie haute de la **piste de ski existante du « Col »**.



Emplacement du projet. Source : AD2i, Juillet 2019.

## Accès

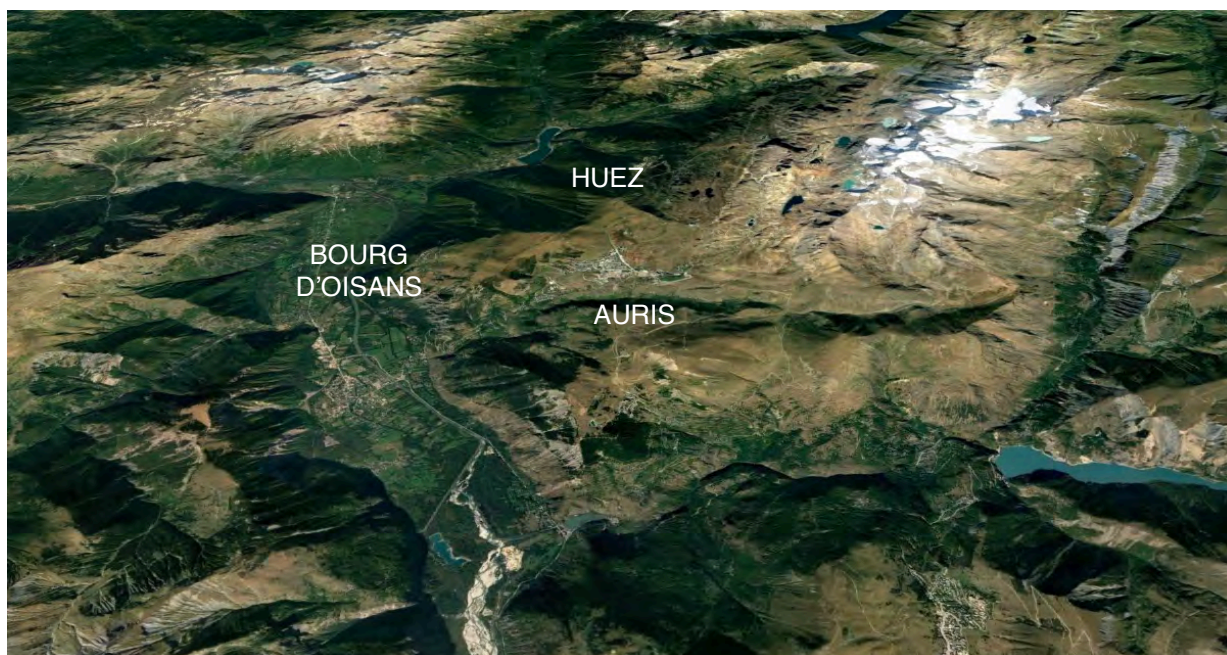
Le projet est facilement accessible, par les différentes voies d'accès existantes dans le secteur du projet.

## 2. Relief et topographie

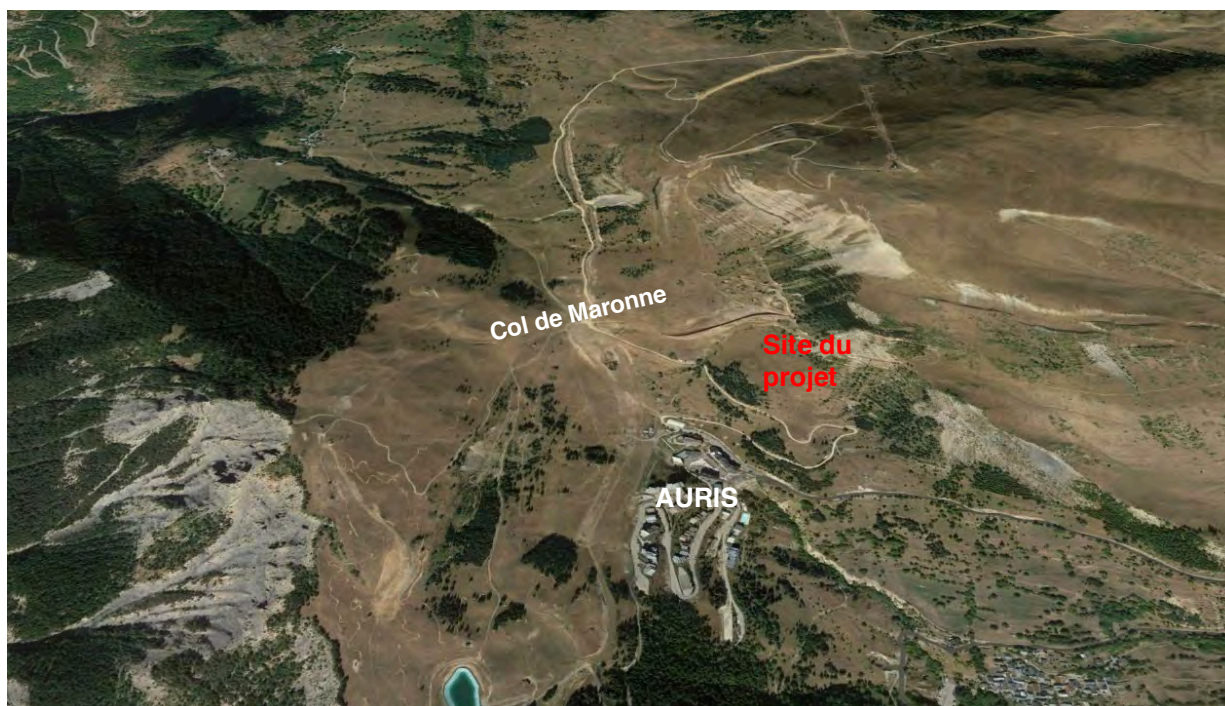
Le projet se développe entre les altitudes de 1 637 m à 1 700 m, sur la pente SUD de la Montagne de l'Homme.

Dans le secteur du projet, la pente est moyenne et le relief est variable selon les secteurs.





*Aperçu du relief du site.  
Source : Google Earth, Juillet 2019.*



*Aperçu du relief du site.  
Source : Google Earth, Juillet 2019.*





## B. MILIEU HYDROLOGIQUE

### 1. Eaux superficielles

#### Généralité :

L'hydrologie est assujettie aux conditions du milieu géographique. Ses caractéristiques résultent de la synthèse d'une foule de facteurs physiques et humains. La surface réceptrice des eaux qui alimentent une nappe souterraine, un lac, une rivière ou un réseau complexe est le bassin versant. Le bassin versant est délimité par une ligne de crête, et sur lequel chaque goutte d'eau tombée s'écoule vers une même rivière. On le définit par sa morphométrie, ses caractères climatiques, sa géologie, sa végétation, ses sols. La nature géologique des bassins versants joue un rôle déterminant à la fois sur la capacité des roches à former des réserves souterraines et sur la densité du réseau hydrographique.

#### Réseau hydrographique

En montagne, le régime des cours d'eau du site est de type nival, caractérisé par des hautes eaux de printemps, lorsque la neige fond, et un double étiage, le premier à la fin de l'été et le second en hiver, lorsque toute l'eau météorique est stockée en altitude sous l'effet du gel.

Le projet est situé à proximité du ruisseau de France, mais sur le bassin versant opposé, car de l'autre côté du Col de Marrone.

Dans l'emprise des travaux, aucune venue d'eau ni cours d'eau référencé ou non n'a été repéré.



Réseau hydrographique du site d'étude  
Source : Géoportail, Juillet 2019.





## C. MILIEU BIOLOGIQUE

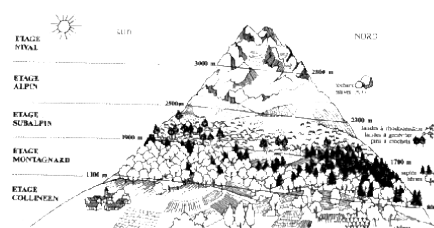
### 1. Végétation

#### Contexte phytoécologique et habitats naturels

En montagne, la distribution spatiale des végétaux obéit directement à une loi physique qui régit l'abaissement des températures avec l'altitude (0,55°C en moyenne pour 100m).

Ce phénomène se traduit sur le terrain par l'apparition de tranches altitudinales de végétation distinctes, appelées étages de végétation.

En outre, en altitude, les conditions de milieu sont difficiles et les variations rapides des microclimats se traduisent par une mosaïque de groupements végétaux. La durée de l'enneigement et la nature physico-chimique de la roche mère constituent alors les facteurs écologiques principaux.



Le projet se développe entre les altitudes de **1 637 m à 1 700 m**, et concerne donc **l'étage climatique montagnard**.

D'après la photo aérienne du site, le secteur d'étude est déjà largement aménagé et la couverture végétale de la zone d'étude semble assez uniforme.

**La visite du site réalisée le 25 juin 2019** a permis de vérifier la nature de la végétation en place dans le secteur du projet.

Lors de cette visite, 36 espèces de flore ont été inventoriées dans l'emprise du projet. Cette diversité est relativement moyenne étant donné la nature des milieux présents.

En effet, le secteur d'étude est déjà largement aménagé pour l'exploitation touristique (voie d'accès, remontées mécaniques, piste de ski alpin, ...) et le projet concerne exclusivement **une piste de ski existante déjà presque entièrement terrassée**.

Le projet concerne très peu de surface de milieu naturel « sauvage », c'est-à-dire non aménagé. L'ensemble de la surface concerné par le projet a déjà été aménagé et notamment terrassé.

La zone d'étude présente uniquement 3 types d'habitats correspondant à : sur la majeure partie du site **une végétation herbacée anthropisée** (EUNIS E 5.13) du fait de l'aménagement de la piste de ski existante ; un **bosquet de jeunes conifères planté artificiellement** (EUNIS G 5.4) et deux petits secteurs de **prairies de fauche montagnardes alpines** (EUNIS E 2.31).

Code EUNIS*	Libellé EUNIS*	Descriptif EUNIS*	Code CB**	Code NATURA 2000***
<b>E 2.31</b>	<b>Prairies de fauche montagnardes alpines</b>	<i>Prairies de fauche mésophiles riches en espèces des étages montagnard et subalpin (principalement au-dessus de 600 m) des Alpes occidentales et des montagnes avoisinantes (les massifs hercyniens plus élevés, les Carpates, les Dinarides) sur des sols frais, neutres à modérément acides ou modérément basiques, fauchées d'une à trois fois par an. Habituellement dominées par Trisetum flavescens et avec Alchemilla spp., Anthoxanthum odoratum, Astrantia major, Campanula glomerata, Carum carvi, Centaurea nemoralis, Crepis spp., Crocus albiflorus,</i>	<b>38.3</b>	<b>IC</b>

		<i>Geranium spp., Heracleum sphondylium, Chaerophyllum hirsutum, Lilium bulbiferum, Malva moschata, Muscari botryoides, Narcissus poeticus, Phyteuma spp., Pimpinella major, Polygonum bistorta, Primula elatior, Salvia pratensis, Silene spp., Thlaspi caerulescens, Trollius europaeus, Valeriana repens, Viola spp. et beaucoup d'autres. Dans les Carpates elles sont représentées par l'alliance du Polygono-Trisetion avec un grand nombre de taxons endémiques.</i>		
<b>E 5.13</b>	<b>Végétations herbacées anthropisées</b>	<i>Communautés de plantes pionnières, introduites ou nitrophiles colonisant des terrains vagues, des milieux naturels ou semi-naturels perturbés, des bords de routes et d'autres espaces interstitiels ou terrains perturbés dans les domaines arctique, boréal, némoral, méditerranéen, steppique, désertique ou tropical du Paléarctique.</i>	<b>87.2</b>	
<b>G 5.4</b>	<b>Petits bois anthropiques de conifères</b>	<i>Plantations et petits bois à exploitation intensive de conifères d'une étendue ne dépassant pas 0,5 ha. Si des espèces de feuillus sont présentes, leur canopée couvre moins de 25% de l'ensemble.</i>		

\*EUNIS = European Nature Information Système.

\*\*CB = Corine biotopes.

\*\*\*IC = Habitat d'intérêt communautaire.

ICPr = Habitat d'intérêt communautaire prioritaire.

### Végétations herbacées anthropisées

La majeure partie du site a déjà été aménagée pour l'activité touristique et l'intervention de l'activité humaine (terrassements, chemins, constructions) a modifié la couverture végétale.

Les passages répétés et les travaux de terrassement ont eu pour conséquence la destruction de la phytocénose naturelle.

Les conditions climatiques du secteur et notamment l'altitude moyenne ont permis le développement de la végétation grâce aux semis artificiels suite aux travaux, mais la révéralisation artificielle des zones mises à nues est responsable d'une modification de la composition floristique de la couverture végétale.

Localement, quelques plantes sauvages pionnières ont pu recoloniser les sols perturbés sur les zones de remblais, de déblais et au bord du chemin d'accès.

Mais certains secteurs sont restés presque totalement minéraux ; l'altitude et l'érosion ayant empêché leur recolonisation.

**La diversité floristique de cet habitat est donc assez faible. Son recouvrement est variable, mais globalement assez bon.**



Vue de détail 1

Photographies du site, E Flubacker, Juin 2019

Libellé EUNIS	Code EUNIS	Recouvrement (%)	Nbre de taxons	Nbre d'espèces protégées	Nbre d'espèces patrimoniales
<b>Végétations herbacées anthropisées</b>	<b>E 5.13</b>	<b>0 à 80</b>	<b>23</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Prairie de fauche de montagne

Une petite partie de la zone du projet est occupée par une prairie de fauche de montagne, de type mésophile.

Cette prairie est fréquente dans les secteurs ouverts de l'ensemble du versant.

Longtemps utilisées pour la fauche et le pâturage, les prairies de fauche de montagne sont de plus en plus laissées à l'abandon suite à la déprise agricole et de nombreuses parcelles disparaissent pour laisser place à la forêt (source : INPN).

Ce qui n'est pas le cas de ce secteur puisqu'il est encore régulièrement pâturé par les ovins (un troupeau était juste en amont du site le jour de la visite).

**A noter que cet habitat est d'ailleurs classé d'intérêt communautaire Natura 2000 sous l'appellation : habitat 6520 - « Prairies de fauche de montagne ».**

Dans la zone d'étude, la prairie est dominée les graminées comme le dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), diverses fétuques, le pâturin des prés (*Poa pratensis*) ou encore le brachypode penné (*Brachypodium pinnatum*).

Ces graminées sont accompagnées de diverses plantes à fleurs typiques de cet habitat comme le rhinanthé Crête-de-coq (*Rhinanthus alectorolophus*), l'esparcette des montagnes (*Onobrychis montana*) ou encore l'Achillé millefeuille (*Achillea millefolium*)...



Photographies du site, E Flubacker, Juin 2019

**La diversité floristique de cet habitat toute fois est assez faible. Son recouvrement est variable, mais globalement assez bon.**

Libellé EUNIS	Code EUNIS	Recouvrement (%)	Nbre de taxons	Nbre d'espèces protégées	Nbre d'espèces patrimoniales
Prairies de fauche de montagne	E 2.31	30 à 80	12	0	0



### **Petits bois anthropiques de conifères**

Au centre du site, un bosquet de quelques conifères a été planté artificiellement il y a quelques années. Il arbres sont encore jeunes et de petites taille (maximum 3 à 4 mètres de haut).

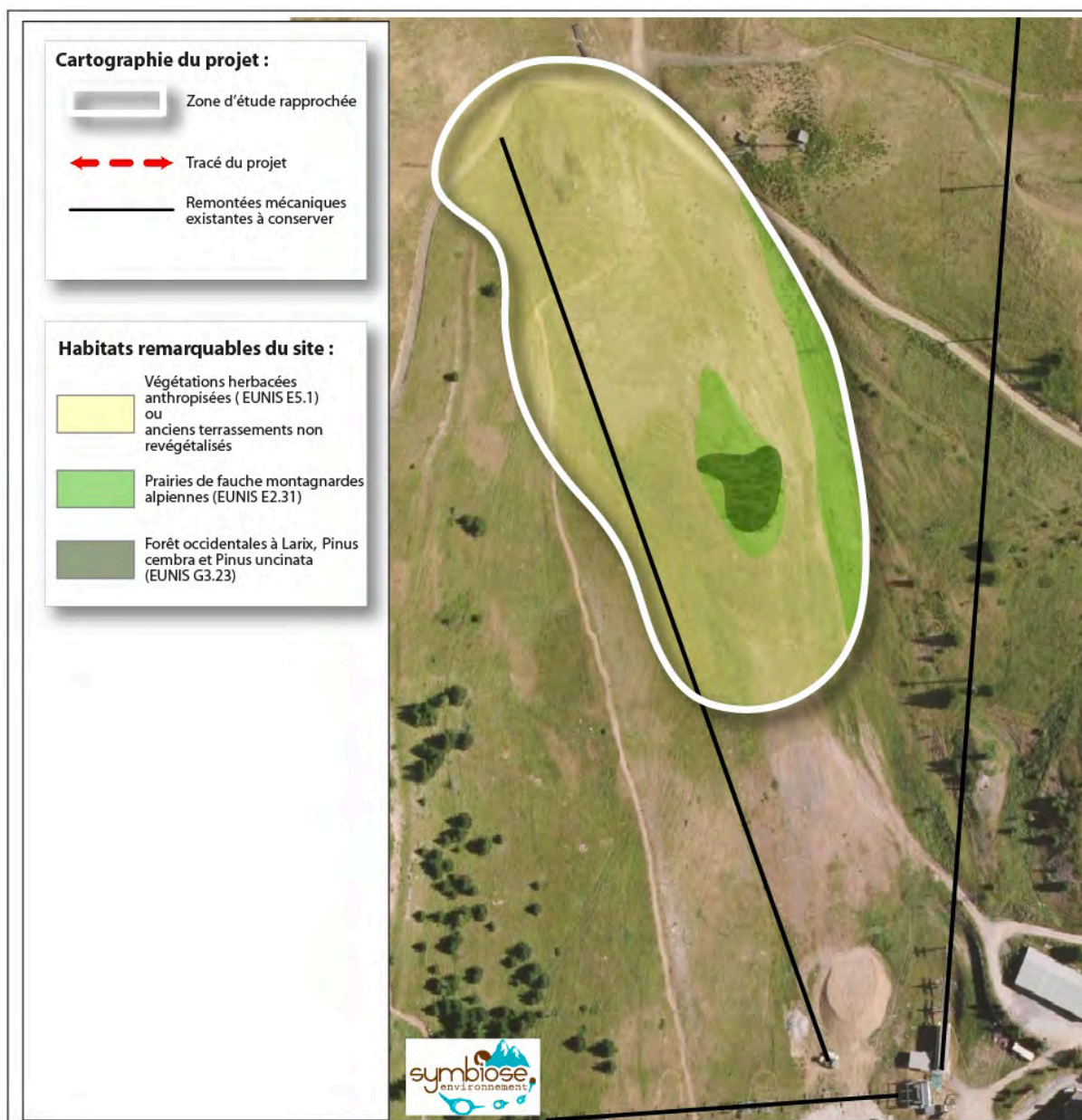
Son sous-bois correspond aux espèces de la prairie de fauche de montagne enrichie de quelques espèces spécifique comme l'Airelle rouge (*Vaccinium vitis-idaea*) ou encore du Genévrier nain (*Juniperus communis subsp. nana*).



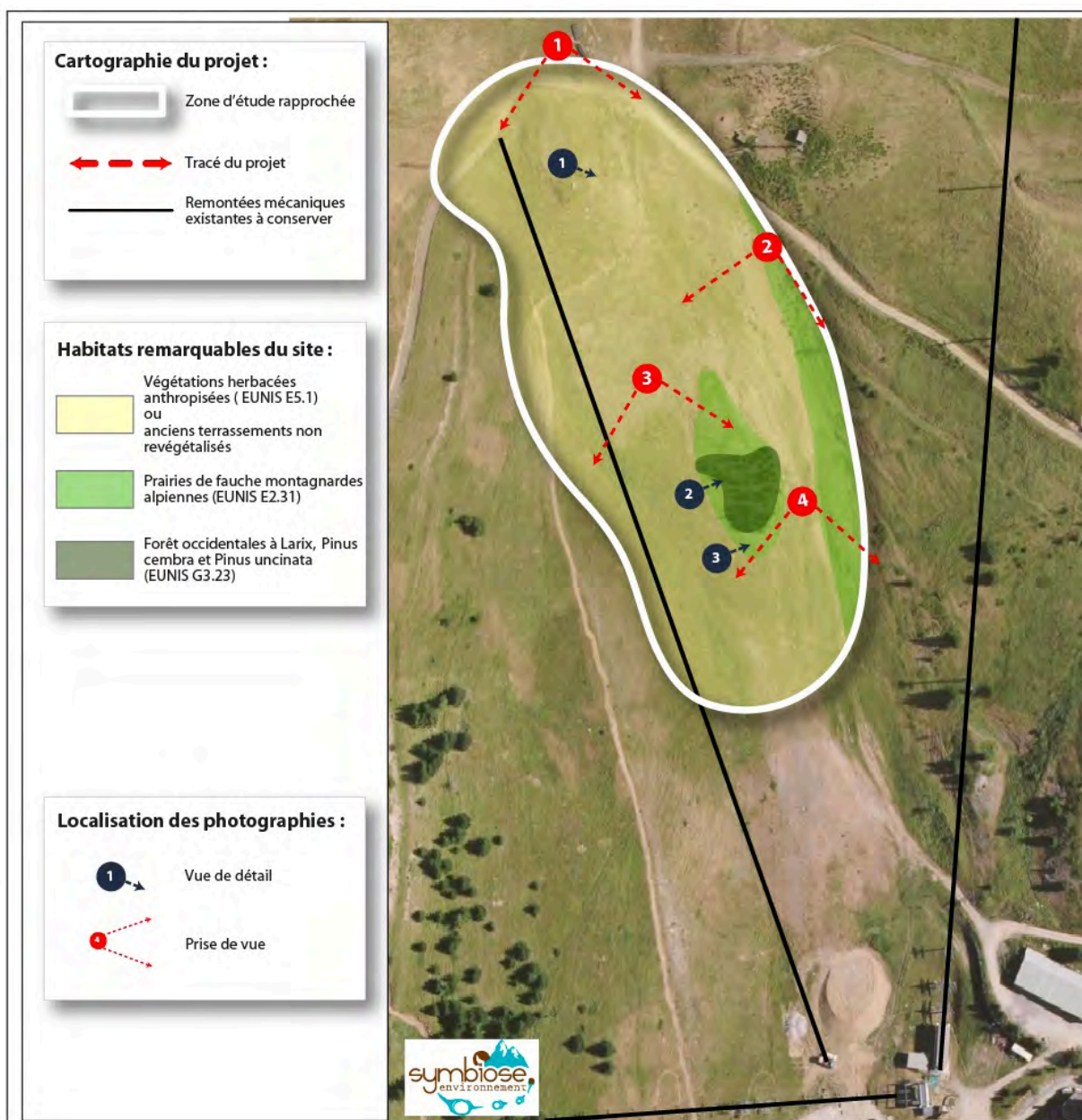
Photographies du site, E Flubacker, Juin 2019

La diversité floristique de cet habitat est faible, mais son recouvrement est bon.

Libellé EUNIS	Code EUNIS	Recouvrement (%)	Nbre de taxons	Nbre d'espèces protégées	Nbre d'espèces patrimoniales
Petits bois anthropiques de conifères	G 3.23	80 à 100	15	0	0



Végétation du site du projet.  
Source du fond de carte : Géoportail, Juin 2019.



Localisation des prises de vues sur le site.  
Source du fond de carte : Géoportail, Juin 2019.









*Photographies du site, E Flubacker, Juin 2019*

Aucun milieu particulièrement sensible n'a été repéré dans l'emprise des travaux.

**Précisons que le projet a été réfléchi de manière à ce que les travaux impactent le moins possible les espaces de milieu naturel périphérique au projet.**

**C'est pourquoi le projet est prévu dans presque son intégralité dans des espaces déjà aménagés et notamment terrassés pour les équipements antérieurs.**

### **Flore remarquable**

Lors de la visite de terrain, **aucune espèce végétale protégée ni patrimoniale n'a été repérée** dans la zone d'étude ni dans l'emprise des travaux.

### **Principaux enjeux**

Le site est déjà aménagé et largement impacté par les activités humaines (aménagement des pistes de ski, remontées mécaniques, chemins forestiers, ...), sur l'ensemble de la zone d'étude. Ces activités ayant déjà entraîné une dégradation des habitats en place.

Le projet ne présente aucun ruisseau ni zone humide.

Le projet sera réalisé sur l'emprise de secteurs déjà terrassés lors des aménagements précédents et entraînera donc très peu de destruction d'habitat naturel.

Le principal enjeu du site correspond donc à la préservation **des habitats naturels encore présents en périphérie du projet.**

**Le projet a été adapté de manière à éviter et réduire au maximum les impacts sur les milieux naturels du site.**

## 2. Faune

L'ensemble des espèces présentes sur le versant à bon pouvoir de déplacement est susceptible de fréquenter le périmètre d'étude.

Néanmoins, la localisation du site, au cœur du domaine skiable et notamment à proximité directe de la station, réduit la richesse faunistique possible du fait de la fragmentation de certains habitats et du dérangement.

### **MAMMIFERES**

*Les grands mammifères de montagne émigrent durant l'hiver. Ils passent la mauvaise saison au-dessous de la zone de forêts ou même dans les vallées, puis au printemps, remontent en suivant l'apparition des végétaux. Par contre, chez les petits mammifères, certains hibernent dans des terriers alors que d'autres maintiennent une activité constante toute l'année bien que demeurant en altitude.*

#### **- Mammifères terrestres**

Aucun individu de mammifère terrestre n'a été observé lors de la visite du site.

Néanmoins, du fait de la situation basse du site, sa fréquentation par certains grands mammifères sauvages présents sur le versant est possible.

Le site du projet du projet peut notamment être traversé par quelques **chevreuils** ou **sangliers**. Le renard est également sans doute assez fréquent.

Aucune espèce exceptionnelle n'ayant été signalée ou observée, l'enjeu lié aux mammifères terrestres apparaît comme faible.

#### **- Chiroptères**

Le site d'étude ne présente aucun gîte potentiel et peu d'intérêt pour la chasse du fait de la faible biodiversité floristique et de la population réduite d'insectes volant sur le secteur.

La sensibilité du site vis-à-vis des chiroptères est qualifiée de faible.

### **AVIFAUNE**

*Les oiseaux étant mieux adaptés à la vie en altitude, l'avifaune observable en montagne est généralement riche en espèces.*

Du fait de la proximité de la station et du morcèlement de la couverture forestière, l'avifaune fréquentant le site d'étude correspond principalement à un cortège d'oiseaux des milieux ouverts et à tendance anthrophile et rudéale.

**En outre, rappelons que le projet sera à l'origine de la suppression d'un téléski, réduisant ainsi les risques de collision de l'avifaune dans ce secteur.**

La sensibilité du site vis-à-vis de l'avifaune est qualifiée de faible.

### **HERPETOFAUNE**

#### **- Amphibiens**

Du fait de l'absence de zone humide et de cours d'eau, le site n'est pas favorable aux amphibiens. Aucune espèce n'est susceptible de fréquenter le site.

### - Reptiles

Aucun reptile n'a été repéré sur le site d'étude.

La sensibilité du site vis-à-vis de l'herpétofaune est qualifiée de faible.

## **ENTOMOFAUNE**

### - Rhopalocères (papillons de jour)

Les papillons de jour sont les insectes les plus visibles. Ce sont des consommateurs de pollen et de nectar, c'est pourquoi ils affectionnent les pelouses et prairies aux floraisons diversifiées.

Du fait de la faible diversité floristique du site, la diversité de papillons susceptible de fréquenter le site est très faible.

Aucun individu n'a été observé lors de la visite du site.

### - Odonates (libellules)

Du fait de l'absence de zone humide et de cours d'eau, le site n'est pas favorable aux odonates.

### - Orthoptères (sauterelles, grillons et criquets)

Aucun individu d'orthoptères n'a été observé.

La sensibilité du site vis-à-vis de l'entomofaune est qualifiée de faible.

## **Principaux enjeux**

L'intérêt du site du projet lié à la faune est essentiellement dû à l'avifaune présente sur l'ensemble du domaine skiable.

Néanmoins, le projet nécessite uniquement des terrassements sur des milieux déjà artificialisés et la coupe de quelques arbres de petite taille.

Le projet induira donc très peu de destruction d'habitat favorable pour l'avifaune.

### 3. Zonages règlementaires et inventaires

#### Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

*Monuments naturels et sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.*

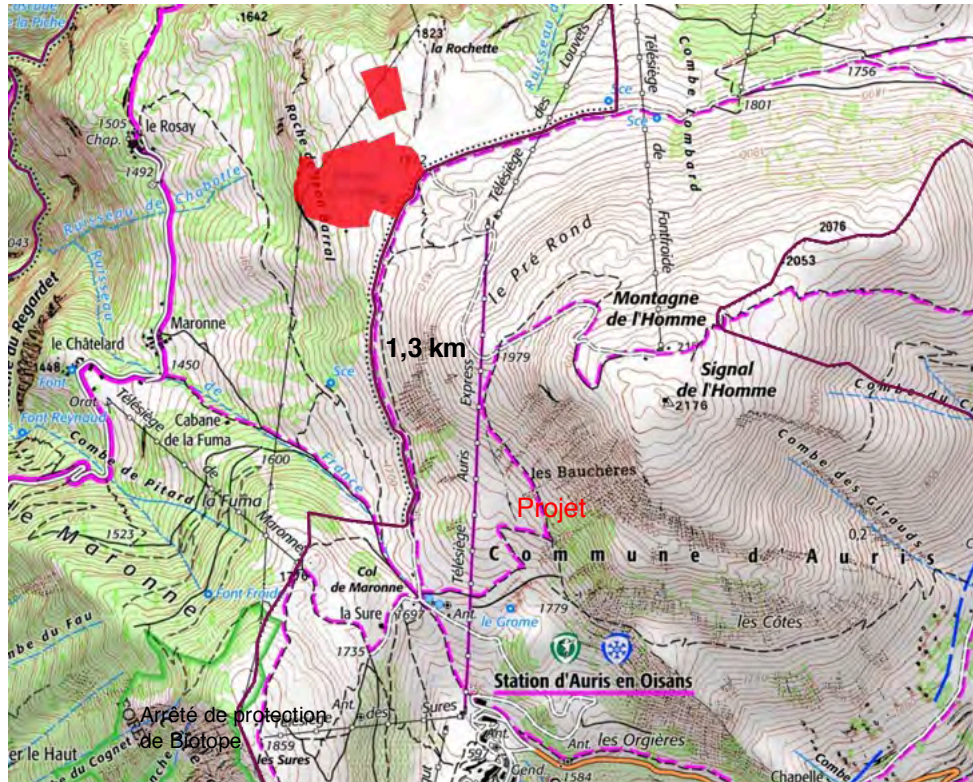
*La protection au titre des sites concerne uniquement le paysage du territoire intéressé, et n'a aucun effet sur la gestion de la faune et de la flore.*

Considérant que le secteur de la Tourbières de en Chourier et de la Rochette abrite diverses espèces animales et végétales protégées et que dans cette perspective la protection des dites espèces justifie la conservation de ces biotopes; que par ailleurs, le biotope d'une espèce résulte des interactions entre la faune, la flore et les caractéristiques physiques et chimiques du milieu et qu'une perturbation ou une atteinte portée à l'un de ces éléments peut engendrer un déséquilibre préjudiciable au maintien de l'espèce.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les activités sur ce périmètre afin d'assurer la préservation et la tranquillité de certains biotopes nécessaires à l'alimentation, la reproduction, au repos et à la survie de plusieurs espèces animales protégées, ainsi qu'au développement d'espèces végétales et que l'impact de ces activités est variable selon les espèces.

Il a été établi sur la commune de La-Garde-En-Oisans un périmètre de protection de biotope correspondant à une surface totale de 12 ha 20 a.

Ainsi, selon l'arrêté n° 2012 282 - 0024 datant du 08 octobre 2012, le secteur autour de la Source Clairette est classé en **Arrêté de Protection de Biotope, dit « Tourbière de Chourier et de la Rochette », n° FR 38 00 829.**



Cartographie APPB. Source : DREAL.

Le projet est situé à plus de 1,3 km en aval du périmètre de l'APPB.



L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère chargé de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine naturel de la France. L'inventaire identifie, localise et décrit les territoires d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il organise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore.

*Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. Bien que les ZNIEFF ne correspondent pas en soi à une protection réglementaire, leur présence est néanmoins révélatrice d'un intérêt biologique certain !*

- les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Le territoire de la commune contient plusieurs ZNIEFF de type 1, mais aucune n'est située dans la zone d'étude.

Le territoire de la commune contient plusieurs ZNIEFF de type 2, mais aucune n'est située dans la zone d'étude.



## Zones humides

**Le code de l'Environnement (art. L.211-1) définit des zones humides** comme « des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire », dans lesquels « la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

**La préservation des zones humides**, préconisée pour des raisons patrimoniales et le maintien de la biodiversité, est également un facteur favorable à la limitation des risques liés aux phénomènes pluvieux exceptionnels et à l'écroulement des crues grâce à leur capacité de stockage et de ralentissement des flux qu'elles représentent.

**La sauvegarde de ces milieux a conduit à la mise en place de politiques de préservation en leur faveur.**

Est défini comme espace de fonctionnalité des zones humides : l'espace le plus proche de la zone humide, ayant une dépendance directe et des liens fonctionnels évidents avec la zone humide, à l'intérieur duquel, certaines activités peuvent avoir une incidence directe, forte et rapide sur le milieu et conditionner sérieusement sa pérennité.

L'espace de fonctionnalité est donc la zone dans laquelle toute intervention peut avoir des conséquences sur la zone humide. Cet espace prend en compte les relations hydrologiques, physiques et biologiques entre la zone humide et son bassin versant. Le contour peut être variable.

Le territoire de la commune de AURIS contient plusieurs zones humides, dont certaines seulement ont été officiellement recensées et cartographiées.

Aucune zone humide n'est localisée à proximité du projet.

## Secteur Natura 2000

La démarche **Natura 2000** vise à créer au niveau européen un réseau de sites afin de **préserver la diversité du patrimoine biologique**. Ce réseau Natura 2000 a pour objet de maintenir ou de rétablir dans un état de conservation favorable les habitats et les espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

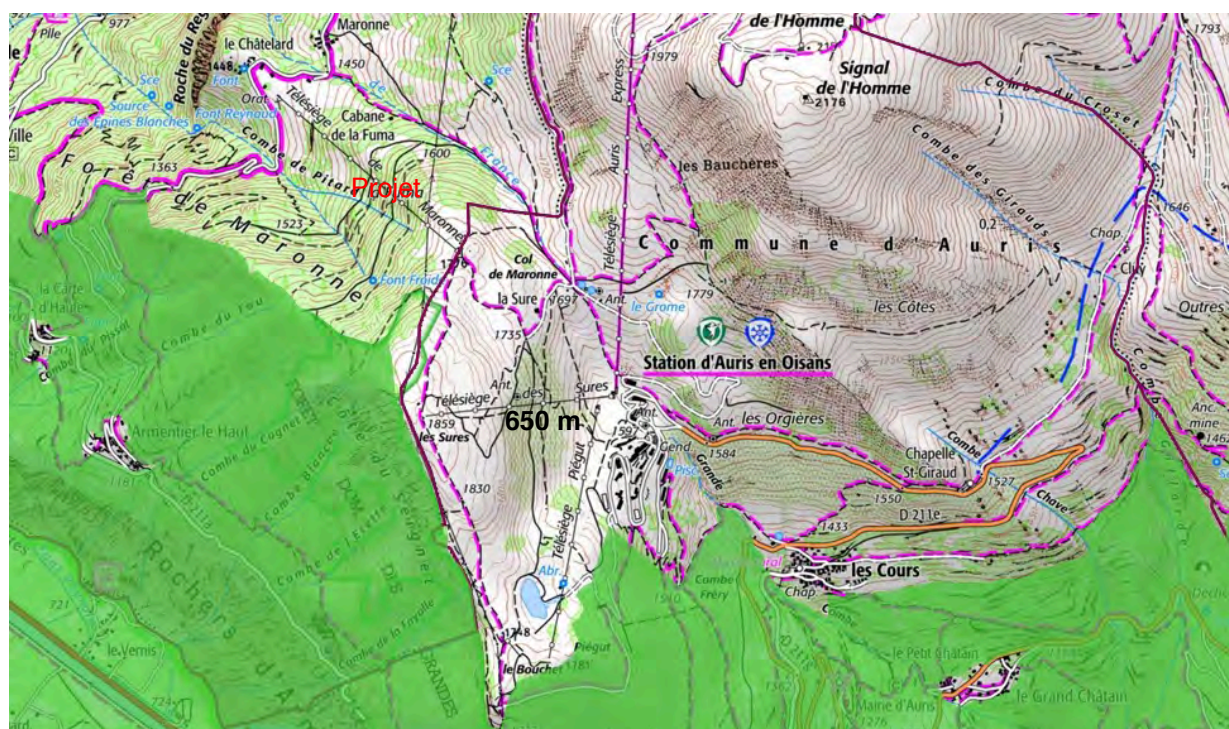
**Deux directives européennes** complémentaires ont été mises en place :

· La **directive "Habitats faune flore"** du 2 mai 1992 vise la conservation des espèces et habitats présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les sites qui les abritent sont répertoriés, essentiellement sur la base de l'inventaire ZNIEFF. Ensuite, ces **Sites d'Intérêt Communautaire (SIC)** sont désignés « **Zones Spéciales de Conservation** » (**ZSC**).

· La **directive "Oiseaux"** du 2 avril 1979 vise la conservation des espèces d'oiseaux rares ou menacées. Dans le cadre de l'application cette directive, un inventaire des **Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)** a été réalisé. Les ZICO sont des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages d'importance européenne. Après la désignation des ZICO, l'état doit lui adapter une **Zone de Protection Spéciale (ZPS)** c'est-à-dire une zone où les mesures de protection du droit interne devront être appliquées.

Le site Natura 2000 le plus proche est le site établi au titre de la directive habitat n° **FR8201738** dit de « **Plaine de Bourg d'Oisans et ses versants** » (Directive Habitat).

Il est situé à environs de 650 m en aval du projet.



Cartographie NATURA 2000. Source : DREAL.



## D. CONTEXTE HUMAIN

### 1. Population

#### **Population riveraine du projet**

Le projet au cœur du domaine skiable.

Aucune habitation n'est à signaler dans la zone d'étude.

### 2. Patrimoine culturel et archéologique

#### **Sites classés ou inscrits**

La loi du 2 mai 1930 organise la protection des monuments naturels et des sites, dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Elle comprend 2 niveaux de servitudes :

- **Les sites classés** : dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation. Toute modification de leur aspect nécessite une autorisation préalable du Ministre de l'Environnement ou du Préfet de Département après avis de la DIREN, de l'Architecte des Bâtiments de France et, le plus souvent de la Commission Départementale des Sites.

- **Les sites inscrits** : de la compétence du Ministère de l'Environnement les dossiers de proposition de classement ou d'inscription sont élaborés par la DIREN sous l'égide du Préfet de Département. Limitée à l'origine à des sites ponctuels tels que cascades et rochers, arbres monumentaux, chapelles, sources et cavernes, l'application de la loi du 2 mai 1930 s'est étendue à de vastes espaces formant un ensemble cohérent sur le plan paysager tel que villages, forêts, vallées, gorges et massifs montagneux.

#### **Site classé**

Articles L. 341-1 et suivants du code de l'environnement - Articles R. 341-1 et suivants du code de l'environnement. Le classement d'un site est codifié par les articles L.341-1 à L341-22 du Code de l'environnement avec une application par les articles R.314-1 à R.341-8. La décision d'inscription ou de classement et le plan de délimitation du site sont reportés aux P.L.U. (R.341-8 C.E.).

Au titre du Code de l'urbanisme, ces zonages sont des servitudes d'utilité publique affectant l'occupation du sol ; elles figurent dans les annexes du P.L.U., ce qui conditionne leur opposabilité (L126-1 et R126-1 C.U.).

Le projet n'est pas situé à proximité d'un site classé.

#### **Site Inscrit**

Monuments naturels et sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

La protection au titre des sites concerne uniquement le paysage du territoire intéressé, et n'a aucun effet sur la gestion de la faune et de la flore.

Le projet n'est pas situé à proximité d'un site inscrit.

#### **Monuments historiques**

Un monument historique inscrit est protégé par un périmètre de protection de 500 m éventuellement adapté (lors de l'instruction de nouvelles demandes de protection) ou modifié (réduction d'un périmètre existant sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France).



*A l'intérieur de ce périmètre de protection, tout terrain, nu ou bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui, ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable (articles L.621-30-1 et suivants du Code du patrimoine).*

*Le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou l'absence d'opposition à déclaration préalable tient lieu de l'autorisation si l'Architecte des Bâtiments de France a donné son accord. Pour les autres travaux, la demande d'autorisation est adressée à l'autorité administrative qui statue après avoir recueilli l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). L'avis de l'ABF est dans ce cas un avis conforme.*

A notre connaissance aucun monument historique n'est à signaler dans la zone d'étude.

### **Zones de Présomption de Prescription Archéologiques (ZPPA)**

A notre connaissance, la commune n'a pas encore fait l'objet d'un arrêté Préfectoral de zones de présomption de prescription archéologiques (ZPPA) sur les projets d'aménagement ou de construction.

## E. PAYSAGE

### 1. Généralité

En montagne, les critères de sensibilité visuelle sont d'autant plus nombreux que le maximum de vues est possible en amont vers les sommets et/ou en aval le long des versants, selon les caractéristiques du site.

La structure paysagère, généralement composée de fortes pentes et d'un microrelief varié, conduit à une perception complexe de la vision dynamique du site. Les vues d'ensemble sont imposantes, tandis que les vues de détail sont nombreuses et très diverses.

L'identification des grandes composantes du paysage associée à une analyse des perceptions mises en jeu s'avère ainsi nécessaire pour percevoir objectivement l'état paysager initial du site en question.

### 2. Paysage du site

Le projet se situe au coeur du domaine skiable, dans l'emprise d'une piste de ski et d'un télésiège tout deux existants, à proximité de la station et des autres remontées mécaniques du secteur.



*Vue éloignée du site d'étude, source : Google earth, Juillet 2019.*

L'ambiance paysagère y est très contrastée, d'une part du fait de la topographie naturellement assez accidentée du secteur et de la végétation variant naturellement selon les conditions de milieu ; et d'autre part du fait des aménagements marquant le milieu (chemins, terrassement des pistes de ski, appareil de remontée mécanique, équipements divers).

Cet espace valorisé depuis plusieurs décennies par l'activité humaine touristique est fortement marqué par les aménagements divers et les équipements de ski alpin.



*Vue éloignée du site d'étude, source : Google earth, Juillet 2019.*

Les vues courtes sont donc nombreuses et très diversifiées, la topographie accidentée du secteur et les cicatrices dues aux aménagements ou à l'érosion noyant le regard et distrayant les perceptions.

Les vues lointaines sont nombreuses également. Vers l'amont, elles sont attirées par les sommets surplombant le secteur. Vers l'aval, elles sont plus intéressantes, car plus vastes et dominantes sur la vallée.

### **3. Visibilité du projet**

Du fait de la localisation du projet et la topographie du site, l'ensemble du projet sera visible depuis la station.

Depuis les secteurs éloignés, les distances mises en jeu et la variabilité existante du milieu naturel limitent la perception des effets du projet.

La vallée étant très vaste, les distances mises en jeu entre le site et les versants opposés sont très importantes. Cette situation particulière atténue la sensibilité paysagère du site, car les aménagements réalisés sur celui-ci -sont donc moins perceptibles.

Le projet sera donc principalement visible depuis la station et les abords immédiats du projet le temps que la végétation se redéveloppe sur les zones terrassées.

## 4. Sensibilité paysagère

*En montagne, les secteurs les plus sensibles d'un point de vue visuel correspondent d'une part aux secteurs boisés du fait de leurs sensibilités vis-à-vis du déboisement ; et d'autre part aux crêtes rocheuses et aux sommets, très sensibles aux effets de silhouette.*

Du point de vue général, la sensibilité paysagère du site est faible, car la nature du projet nécessite uniquement des terrassements de faible surface, dans des secteurs déjà remaniés et aménagés.

L'intervention nécessaire au projet sera visible uniquement du fait des terrassements détruisant la couverture végétale jusqu'à la recolonisation des surfaces mise à nue par la végétation.

En fin de travaux, la surface des terrassements sera revegetalisée et le téléski sera supprimé.

De plus ce projet se localise dans un secteur dédié à la pratique du ski alpin et est, par ce fait, déjà largement aménagé.

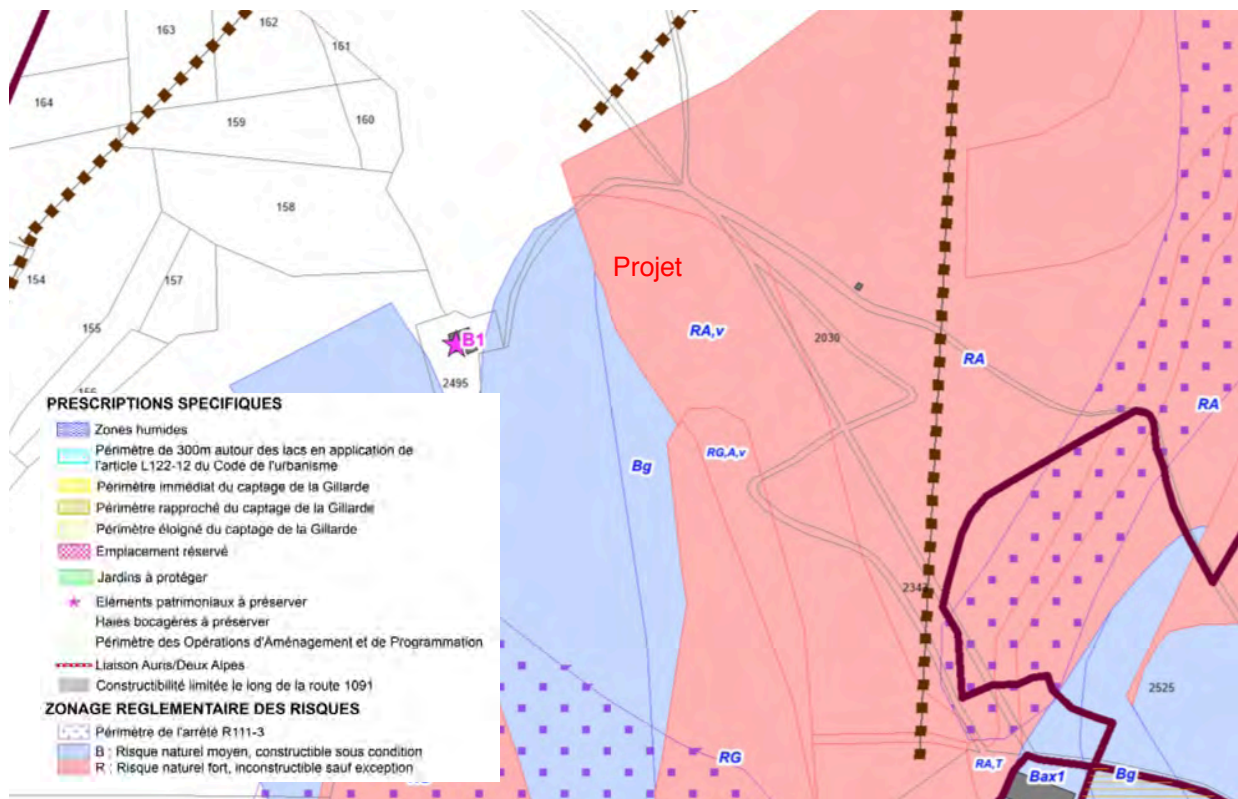




## F. CADRE REGLEMENTAIRE

## 1. Document d'urbanisme communal

Selon le règlement graphique du zonage du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de AURIS, le projet est classé en **Zone Ns** : zone naturelle - domaine skiable



Extrait du règlement graphique du PLU, Source : Site de la mairie Juillet 2019.

## Zone Ns

La zone N comprend les zones naturelles et forestières. Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- De la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- De l'existence d'une exploitation forestière ;
- De leur caractère d'espaces naturels ;
- De la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- De la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

La zone N comprend :

- Un secteur Nrm correspondant au layon de la remontée mécanique reliant les domaines skiables des Deux-Alpes à celui de l'Alpe d'Huez ;
- Un secteur Nc correspondant au périmètre d'exploitation d'une carrière ;
- **Un secteur Ns correspondant au domaine skiable ;**
- Un secteur Nsr correspondant au restaurant d'altitude.

En zone NS, sont notamment autorisé :

Les équipements, aménagements et constructions nécessaires à la pratique du ski ainsi qu'au fonctionnement, à la maintenance et à la sécurité des équipements du domaine skiable et à son enneigement de culture (sous réserve de la réalisation des études d'impacts imposées par la réglementation en vigueur notamment sur la ressource en eau et à condition de démontrer que la création de ce type d'équipements contribue au maintien ou au développement de l'activité économique du domaine skiable.

### **Risques naturels**

Selon le règlement graphique du PLU, certains secteurs du projet sont concernés par un classement au titre des risques naturels :

- **RA,v : Zone rouge – Risque d'avalanche**
- **RG, A,v : Zone rouge – Glissement de terrain**  
Affouillement et exhaussement : interdit. Sauf dans le cadre de travaux et aménagements de nature à réduire les risques.
- **Bg : Zone bleue – Mouvement de terrain**  
Affouillement et exhaussement : autorisés sous réserve de ne pas aggraver le risque d'instabilité.

### **Autre**

A noter que le PLU de la commune signale un bâti à préserver à proximité de la zone du projet : **Elément patrimonial à préserver B1.**

N° au PLU Lieu-dit	Bâti patrimonial	N° parcelle : D2495
B1 Station		

*Extrait du règlement graphique du PLU. Source : Site de la mairie Juillet 2019.*

## G.SYNTHESE DES ENJEUX ET INTERRELATIONS

THÉMATIQUE	PRINCIPAUX ENJEUX	ÉVALUATION ENJEUX
CLIMAT		NUL
TOPOGRAPHIE		NUL
GEOLOGIE		NUL
EAUX SOUTERRAINES		NUL
EAUX SUPERFICIELLES		NUL
RISQUES NATURELS	<i>Ne pas aggraver les risques existants.</i>	FAIBLE
HABITATS NATURELS		NUL
FLORE	<i>Préserver la biodiversité du site qui est déjà très faible.</i>	FAIBLE
FAUNE	<i>Limiter le dérangement pendant les travaux. Préserver les espèces du site.</i>	FAIBLE
ZONAGE REGLEMENTAIRE		NUL
ACTIVITÉ FORESTIERE		NUL
ACTIVITÉ TOURISTIQUE	<i>Préserver l'activité touristique estivale.</i>	FAIBLE
PATRIMOINE CULTUREL		NUL
QUALITÉ DE VIE		NUL
PAYSAGE	<i>Préserver la qualité du paysage</i>	FAIBLE
POLLUTION DE L'AIR	<i>Préservation de la qualité de l'air</i>	NUL
NUISSANCES SONORES	<i>Préservation de l'ambiance acoustique du site</i>	NUL





## H. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

*Rappelons que l'analyse de l'état initial d'un site permet de faire un inventaire de ses atouts dans le cadre de l'aménagement projeté, mais également et surtout des contraintes qui peuvent venir soit le remettre en cause, soit entraîner des modifications pour rendre compatibles le projet et son environnement.*

Dans le cas du projet d'aménagement dont il est question ici, les atouts sont nombreux :

### D'une manière générale :

- + Le projet concerne un secteur déjà aménagé et artificialisé
- + Le projet est de faible ampleur
- + Le projet nécessite très peu de destruction d'habitats naturels « sauvages »
- + Le projet ne nécessite pas d'aménagement en zone naturelle sensible
- + La suppression d'un appareil de remontée mécanique (télési)

Cependant, de manière à maintenir la qualité paysagère et environnementale du site, le maître d'ouvrage se doit de tenir compte des contraintes mises en jeu, et notamment de :

- Une biodiversité botanique déjà assez faible sur le site

### **Les enjeux :**

L'enjeu majeur du projet est lié à la végétation déjà artificialisée dans l'emprise du projet et au risque d'érosion suite remaniement des terrains et à la mise à nu des sols qui devra être anticipé.

Le projet devra également préserver au maximum l'ambiance paysagère du versant.

### **Prise en compte des enjeux dans le projet :**

Le projet a été adapté à ces contraintes. En effet, l'emprise du projet a été adaptée de manière à :

- éviter d'impacter encore plus les milieux naturels du site
- minimiser au maximum l'impact paysager



## III. Préconisations





Les préconisations habituelles dans ce genre de situation devront être prises durant la phase de chantier.  
Et notamment :

## 1. Concernant le relief et les sols

Même si le risque de déstabilisation des sols est très faible, pour tous les travaux de terrassement il est toujours préconisé de :

- ➡ **Respecter un calendrier des travaux excluant les périodes d'évènements pluvieux intenses favorisant le ruissèlement et l'entraînement des fines.**
- ➡ **Conduire les travaux de manière à éviter la déstabilisation des sols dans l'emprise du chantier.**
- ➡ **Décaper précieusement la terre végétale existante et la stocker en merlon de faible épaisseur afin de ne pas asphyxier les microorganismes. Suite au terrassement, celle-ci devra être soigneusement décompactée, puis régalée sur les surfaces à végétaliser.**
- ➡ **Réaliser la revégétalisation des surfaces terrassées le plus rapidement possible, avec les techniques appropriées ayant fait la preuve de leur efficacité, de manière à limiter au maximum les risques d'érosion.**

## 2. Concernant les eaux superficielles

*La mise à nu des sols lors des terrassements contribue naturellement à l'entraînement de matières en suspension (M.E.S.) dans les eaux de ruissèlement pendant les travaux. Or les M.E.S. peuvent être fortement nuisibles au fonctionnement des écosystèmes aquatiques. La turbidité, engendrée par les fines, réduit la pénétration de la lumière donc limite la photosynthèse. De plus, elle freine l'auto-épuration du cours d'eau en entraînant un déficit en oxygène dissout.*

*En outre, elle provoque une augmentation sensible à la température. Les conditions physico-chimiques s'aggravent encore pendant la période d'étiage où une meilleure auto-épuration ne suffit pas à compenser une moins forte dilution.*

*Les M.E.S. participent également au colmatage des interstices entre les graviers et les cailloux, plages dans lesquels se reproduisent certains poissons et où vivent les invertébrés benthiques. Une concentration en fines de plus de 80 mg/l de M.E.S. est ainsi reconnue nuisible à la production piscicole et devient létale lorsque cette teneur dépasse 200 mg/l. On enregistre alors une mortalité piscicole par colmatage des ouïes et des branchies.*

*En outre, les travaux peuvent également engendrer des nuisances sur les milieux aquatiques par le biais des engins circulant et travaillant sur le chantier. En effet, il résulte de ces activités une libération de polluants chimiques dans le milieu et notamment des hydrocarbures sous forme d'huile ou de carburant (fuites, percement de Durit, ...). Si les risques d'aboutir à une pollution significative de ce type sont plus faibles que ceux liés aux MES, leurs effets sont par contre plus durables et peuvent également affecter les eaux souterraines par infiltration dans les sols.*

*Par ailleurs, les zones humides jouent un rôle très important dans le cycle de l'eau, notamment celui de filtre et de tampon. On peut ainsi distinguer 3 grandes fonctions :*

- **Hydrologique** : rôle d'éponge. Les zones humides absorbent et restituent l'eau qu'elles reçoivent (rôle d'éponge).
- **Physique et biogéochimique** : rôle de filtre. Les zones humides absorbent les matières minérales et organiques, les stockent, les transforment et/ou les restituent à l'environnement.
- **Ecologique** : la biodiversité des zones humides est exceptionnelle du fait de ses propriétés chimiques et hydrologiques.

Dans un projet comme celui-ci, les travaux peuvent être à l'origine d'une pollution des eaux des zones humides proches du site ou d'une modification (définitivement ou non) de leur fonctionnement hydraulique et notamment de leur alimentation en eau par le tassement dû aux circulations des engins dans leurs espaces de fonctionnalité.

**Aucune zone humide n'est signalée à proximité du projet. Le ruisseau le plus proche (ruisseau de France) est situé de l'autre côté du col de Maronne.**

- ➡ **Aucune préconisation spécifique.**
- ➡ **L'occupation de l'espace devra se limiter au strict nécessaire.**
- ➡ **L'emprise du chantier et les voies d'accès devront être clairement identifiées.**
- ➡ **Toutes divagations des engins de chantier dans les milieux naturels présents en périphérie des travaux devront être évitées.**

### 3. Concernant la flore

Les impacts des travaux sur la flore ont été réduits au maximum en adaptant le projet au site, mais ils restent inévitables.

Plusieurs préconisations sont donc à suivre de manière à limiter au maximum les impacts résiduels du projet sur milieu naturel du secteur :

- ➡ **L'occupation de l'espace devra se limiter au strict nécessaire.**
- ➡ **L'emprise du chantier et les voies d'accès devront être clairement identifiées.**
- ➡ **Toutes divagations des engins de chantier dans les milieux naturels présents en périphérie des travaux devront être évitées.**
- ➡ **D'une manière générale, la conduite des engins sera confiée à des personnes alliant savoir-faire et respect du milieu naturel.**
- ➡ **L'entrepreneur en charge des travaux devra utiliser les accès existants mis à sa disposition et prendre toutes précautions pour leur préservation.**
- ➡ **Afin de perturber le moins possible les écosystèmes en place, le décapage des terres se restreindra aux surfaces strictement nécessaires.**
- ➡ **Pour limiter les dépôts de poussières, il est conseillé d'effectuer un arrosage systématique des sols mis à nu par temps sec et venté.**

### 4. Concernant la faune

Pour un projet de cette nature, les perturbations ressenties par la faune résulteront essentiellement du **dérangement temporairement** de l'ensemble des espèces animales présentes sur le site et ses environs qui se traduiront par la fuite des espèces les plus sensibles à l'écart du site et la nidification des oiseaux hors du site.

Du fait de la nature du projet (aménagement d'une piste existante) et de sa **localisation au sein d'un site déjà largement aménagé, proche de la station et déjà régulièrement exploité pour les activités touristiques**, la sensibilité de la faune occupant l'emprise du projet est faible.

### **- Concernant les mammifères**

Les espèces susceptibles d'évoluer dans les environs du projet malgré les dérangements déjà existants (activité touristique), disposent d'une bonne plasticité éthologique et se reporteront sur d'autres milieux proches et plus calmes pendant la période de dérangement.

L'incidence du dérangement sur l'état de ces populations animales du site sera également limitée par le fait que les travaux se déroulent principalement en fin d'été, période où les animaux ont de bonnes réserves énergétiques et peuvent se déplacer sans affaiblissement.

➡ **Aucune préconisation spécifique.**

### **- Concernant l'avifaune**

Le projet nécessite seulement des terrassements et la coupe de quelques arbres. Les travaux impacteront donc peu l'avifaune nichant dans les secteurs des alentours du site.

De plus le projet inclut la suppression d'un télési. Or les téléskis étant des appareils fortement accidentogènes pour l'avifaune, la suppression d'un appareil de ce type représente un impact positif pour l'avifaune.

➡ **Aucune préconisation spécifique.**

### **- Concernant les papillons de jour**

Aucune espèce de papillons protégés n'a été repérée sur le site. De plus, les surfaces de terrassement sont réduites et concernent uniquement des formations végétales peu favorables aux papillons.

Néanmoins, afin de favoriser le retour des espèces de ce groupe sur le site suite aux travaux :

➡ **La revégétalisation se fera par semis, le plus rapidement possible suite aux travaux, sur terrain ressuyé. Le mélange de graines devra permettre de reconstituer à terme un groupement végétal dont les caractéristiques sont les plus proches possible de la phytocénose naturelle du site et le plus riche possible en espèces nectarifères.**

### **- Concernant les reptiles**

Aucun individu n'a été repéré dans le secteur du projet.

➡ **Aucune préconisation spécifique.**

## **5. Concernant l'activité touristique estivale**

Les nuisances engendrées par ce type chantier pouvant incommoder les riverains sont en général de deux ordres :

- Consécutives au bruit lié aux engins (terrassements, circulation des engins...).
- Consécutives aux EMISSIONS DE POUSSIÈRES par les poids lourds et autres engins de chantier en période sèche.



Afin de perturber le moins possible l'activité touristique estivale, il est préconisé de :

- ➡ **Les nuisances sonores seront réduites autant que possible grâce au respect strict de la réglementation des engins de chantier.**
- ➡ **Un affichage explicatif permettra d'informer les promeneurs sur la nature du projet et les délais de réalisation de l'aménagement. Mais aussi d'interdire les accès aux zones dangereuses.**
- ➡ **La durée globale des travaux devra être limitée dans le temps afin de réduire les nuisances dans le temps. Les jours et les horaires de travail devront respecter la réglementation.**
- ➡ **Concernant l'émission de poussières, on veillera à nettoyer régulièrement les engins lors de leur sortie de chantier.**
- ➡ **En cas de vent et de temps sec, on arrosera les sols meubles lors des terrassements, les camions transportant les matériaux auront une bâche.**

## 6. Concernant le paysage

En montagne, les équipements pour la pratique des activités sportives et l'aménagement des pistes de ski (associés aux terrassements nécessaires à leur aménagement) sont les principaux facteurs responsables d'une artificialisation du milieu, participant ainsi à une inévitable dégradation du paysage de proximité.

Les impacts visuels et paysagers sont alors liés : d'une part à la présence des équipements (lignes de câbles, sièges en ligne, pylônes, gares, postes de commande, ...) ; et d'autre part aux travaux d'aménagement (défrichement, terrassement, chemins d'accès et raccordement des pistes, ...).

**Notons que l'appréciation de l'impact sur le paysage est difficile à estimer du fait de l'aspect subjectif de cette thématique. La notion de « beau » est difficilement évaluable et un aménagement qualifié de « choquant » pour certains peut être considéré comme « intégré » pour d'autres.**

C'est pourquoi, pour rester le plus factuel possible, nous utilisons volontairement les notions « d'artificialisation » et de « perception », sans jugement de valeur.

Dans le cas du présent projet, du fait de la nature même de celui-ci (aménagement d'une piste existante) les terrassements seront peu visibles. De plus, grâce à une revégétalisation bien effectuée et le développement de la couverture végétale adéquate, à terme, seuls les enneigeurs (déjà existants) resteront visibles.

Ainsi, du fait de la faible ampleur du projet et de sa localisation dans un secteur dédié à l'activité touristique et déjà aménagé, l'ambiance paysagère du site sera peu modifiée.

Néanmoins, afin de limiter au maximum les impacts du projet sur l'ambiance paysagère du site, il apparaît nécessaire d'intégrer des préconisations environnementales dans le cadre de la réalisation du projet.

Et notamment :

- ➡ **L'occupation de l'espace devra se limiter au strict nécessaire.**
- ➡ **L'emprise du chantier et les voies d'accès devront être clairement identifiées de manière à ne pas créer de cheminements supplémentaires.**
- ➡ **L'entrepreneur en charge des travaux devra utiliser les accès existants mis à sa disposition et prendre toutes précautions pour leur préservation.**

- ➡ Pour perturber le moins possible les écosystèmes en place, le décapage des terres se restreindra aux surfaces strictement nécessaires.
- ➡ La terre végétale existante devra être précieusement décapée et stockée en merlon de faible épaisseur afin de ne pas asphyxier les microorganismes. Suite au terrassement, celle-ci devra être soigneusement décompactée, enrichie si nécessaire, puis régagée sur les surfaces à végétaliser.
- ➡ Tout terrassement doit faire l'objet d'un réengazonnement systématique dès la fin des travaux afin de limiter les risques de ruissèlement et d'érosion.
- ➡ La revégétalisation se fera par semis, le plus rapidement possible suite aux travaux, sur terrain ressuyé. Le mélange de graines devra permettre de reconstituer à terme un groupement végétal dont les caractéristiques sont les plus proches possible de la phytocénose naturelle du site.

## 7. Concernant le risque d'érosion

Les travaux de terrassement auront pour conséquence la destruction de la, déjà faible, couverture végétale existante sur le site. Or, le rôle de protection de la couverture végétale contre les phénomènes d'érosion n'est plus à démontrer.

Cette mise à nu du sol est donc susceptible d'avoir pour effet indirect la constitution de niches d'érosions suite à un lessivage du sol, notamment en l'absence d'une revégétalisation rapide des surfaces terrassées.

C'est pourquoi diverses recommandations devront être appliquées afin d'éviter la constitution de niches d'érosions :

- ➡ Toutes les préconisations habituelles concernant la revégétalisation du site devront être scrupuleusement suivies.
- ➡ L'emprise des zones à terrasser devra être réduite au strict minimum et délimitée avec précision.
- ➡ La revégétalisation se fera par semis, le plus rapidement possible suite aux travaux, sur terrain ressuyé. Le mélange de graines devra permettre de reconstituer à terme un groupement végétal dont les caractéristiques sont les plus proches possible de la phytocénose naturelle du site.
- ➡ Dans les secteurs où le développement des semis semble difficile (forte pente, forte exposition au vent, faible épaisseur du sol), la mise en place d'un mulch de paille devra également être envisagée pour apporter fraîcheur, humidité et protection au semis.
- ➡ Un arrosage des zones fraîchement ensemencées serait le bien venu pour faciliter le développement de la végétation (mais nous sommes conscients que cette opération est malheureusement rarement possible).

## 8. Concernant les risques naturels

Le projet ne traverse plusieurs secteurs identifiés dans le PPRNP.

- ➡ Le projet et sa mise en œuvre devront respecter scrupuleusement les prescriptions du PPRN.

## 9. Concernant le respect du milieu naturel en général

- ➡ Les emplacements des divers stocks de matériaux et de matériels (notamment les polluants) seront définis précisément lors de la phase de préparation de l'assistance technique.
- ➡ Aucun déchet ou élément indésirable ne doit être laissé au sol de manière dispersé dans les habitats naturels du site (outils, pièces et déchets métalliques, déchets ménagers, matériaux de construction....). Une benne à déchets (avec tri éventuel) sera prévue sur les installations de chantier.
- ➡ Aucun produit polluant ne devra être brûlé ou enterré sur le site.

Département de l'Isère (38)  
*Commune d'AURIS*

## - Station de l'Alpe d'Huez -

*Aménagement du domaine skiable*  
*« Aménagement du sommet*  
*de la piste du Col »*



# ANNEXE

### Maîtrise d'Ouvrage

S.A.T.A.  
Av. du Pic Blanc  
38750 L'ALPE d'HUEZ  
Tél : 04 76 80 30 30  
Fax : 04 76 80 48 64



### SYMBIOSE ENVIRONNEMENT

101 montée du Vannier - SANGOT  
73210 MACOT LA PLAGNE  
tél : 06 83 29 77 39  
elisabethpedron@me.com

**Dossier N°19 122**  
**Version 1 - Juillet 2019**

### Maîtrise d'Œuvre

A.D.2.I.  
Parc d'Ariane - Bâtiment E2  
11 Boulevard de la Grande Thumine  
13090 AIX EN PROVENCE  
T : 04 42 20 88 89  
F : 04 42 95 20 64





## Inventaire floristique du site



Zones rudérales	Prairie	Bosquet	page	73-74	INDEX latin	INDEX courant	Classe	Famille	Prot. Inter.	Prot. Com.	Prot. Nat.	Prot. Reg.	Prot. Dep.	Cueillette	L. R. Nat.	Regl. Rég.	Livre rouge	Reg. Pref.	Relevé
X	X	X		x	<i>Achillea millefolium</i>	Achillée millefeuille	Dicoty	Asteraceae											EF 06 2019
X	X	X		x	<i>Ajuga reptans</i>	Bugle rampant	Dicoty	Lamiaceae											EF 06 2019
	X	X		x	<i>Arctostaphylos uva-ursi</i>	Raisin d'ours / Busserole	Dicoty	Ericaceae				Au, PC							EF 06 2019
	X				<i>Brachypodium pinnatum</i>	Brachypode pénné													EF 06 2019
X			I 292	x	<i>Cerastium arvense</i>	Céraiste des champs	Dicoty	Caryophyllaceae				Br							EF 06 2019
X			II 892	x	<i>Dactylis glomerata</i>	Dactyle aggloméré	Monoc	Poaceae											EF 06 2019
	X		I 758	x	<i>Dryas octopetala</i>	Dryade à huit pétales - Thé des Alpes	Dicoty	Rosaceae				Au							EF 06 2019
X	X			x	<i>Galium mollugo</i>	Gaillet mollugine	Dicoty	Rubiaceae											EF 06 2019
		X	II 111	x	<i>Gymnadenia conopsea</i>	Orchis moucheron - Gymnadénie moucher	Monoc	Orchidaceae	CITES (B)			Lim, Co							EF 06 2019
		X		x	<i>Juniperus communis subsp. communis</i>	Genévrier comun	Gymn	Cupressaceae				NPC							EF 06 2019
		X	I 102	x	<i>Larix decidua</i>	Mélèze	Gymn	Pinaceae											EF 06 2019
X				x	<i>Leucanthemum vulgare</i>	Marguerite	Dicoty	Asteraceae											EF 06 2019
		X	I 938	x	<i>Lotus alpinus</i>	Lotier des Alpes	Dicoty	Fabaceae											EF 06 2019
X		X	I 938	x	<i>Lotus corniculatus</i>	Lotier corniculé	Dicoty	Fabaceae											EF 06 2019
X			II 82	x	<i>Myosotis alpestris</i>	Myosotis alpestre	Dicoty	Boraginaceae											EF 06 2019
X	X	X		x	<i>Onobrychis montana</i>	Esparcette, sainfoin des montagnes	Dicoty	Fabaceae											EF 06 2019
X				x	<i>Onobrychis vicifolia</i>	Esparcette à feuilles de vesce	Dicoty	Fabaceae											EF 06 2019
	X			x	<i>Orchis militaris</i>	Orchis militaire, Orchis guerrier	Monoc	Orchidaceae				Au							EF 06 2019
		X		x	<i>Ornithogalum umbellatum</i>	Ornithogale en ombelle	Monoc	Liliaceae											EF 06 2019
X			II 524	x	<i>Petasites albus</i>	Pétasite blanc	Dicoty	Asteraceae											EF 06 2019
		X	I 100	x	<i>Picea abies (= exelsa)</i>	Epicea	Gymn	Pinaceae											EF 06 2019
		X			<i>Picea pungens</i>	Epicéa du Colorado, Sapin bleu, Epinette b	Gymn	Pinaceae											EF 06 2019
		X		x	<i>Pinus mugo subsp. uncinata</i>	Pin à crochets	Gymn	Pinaceae											EF 06 2019
X				x	<i>Plantago lanceolata</i>	Plantain lancéolé	Dicoty	Plantaginaceae											EF 06 2019
X				x	<i>Plantago major subsp. Major</i>	Grand plantain	Dicoty	Plantaginaceae											EF 06 2019
	X			x	<i>Poa pratensis</i>	Paturin des prés	Monoc	Poaceae											EF 06 2019
X	X			x	<i>Potentilla erecta</i>	Potentille dressée	Dicoty	Rosaceae											EF 06 2019
X		X		x	<i>Ranunculus tuberosus</i>	Renoncule tubéreuse / des bois	Dicoty	Ranunculaceae											EF 06 2019
X		X	II 272	x	<i>Rhinanthus alectorolophus</i>	Rhinanthe velu - Crête de coq	Dicoty	Scrophulariaceae											EF 06 2019
X				x	<i>Salvia pratensis subsp. pratensis</i>	Sauge des prés	Dicoty	Lamiaceae											EF 06 2019
X			I 756	x	<i>Sanguisorba minor subsp. minor</i>	Petite pimprenelle	Dicoty	Rosaceae											EF 06 2019
X	X			x	<i>Silene vulgaris subsp. vulgaris</i>	Silène enfée / vulgaire / Taquet	Dicoty	Caryophyllaceae											EF 06 2019
X	X			x	<i>Thymus serpyllum</i>	Thym serpollet	Dicoty	Lamiaceae											EF 06 2019



Zones indicées	Prairie	Bosquet	page	INDEX latin	INDEX courant	Classe	Famille	Prot. Inter.	Prot. Com.	Prot. Nat.	Prot. Reg.	Prot. Dep.	Cueillette	L. R. Nat.	Regl. Rég.	Livre rouge	Reg. Pref.	Relevé
X			73-74	x <i>Tragopogon pratensis subsp. pratensis</i>	Salsifis des pré	Dicoty	Asteraceae											EF 06 2019
X				x <i>Trifolium repens</i>	Trèfle rampant	Dicoty	Fabaceae											EF 06 2019
X				x <i>Trisetum flavescens</i>	Triseté jaunâtre / Avoine dorée	Monoc	Poaceae											EF 06 2019

## LEGENDE des tableaux des inventaires :

- x : espèces dont la présence a été confirmée par la visite de terrain  
? : espèces potentiellement présentes, dont la présence n'a pas été confirmée  
d : espèces dont la détermination exacte n'a pas été possible  
v : espèces pour laquelle une vérification est nécessaire

### Nota :

*Toute action est interdite (même le plus petit prélèvement) pour les espèces N(I), RA, D, et P(1).*

*La récolte des espèces N(II) est soumise à une autorisation ministérielle, leur destruction est interdite.*

*Les espèces P(2) peuvent être récoltées (à l'exception du système racinaire) que dans la limite de ce qu'une main adulte peut contenir.*

*Les espèces P(5) peuvent être récoltées (à l'exception du système racinaire) que dans la limite d'un kilogramme par personne et par jour.*

## Mémento législatif :

### Protection internationale

#### **Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe (CB)**

CB I : Espèces de flore STRICTEMENT protégées au titre de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe  
(cueillette, ramassage, coupe, déracinage des plantes de l'annexe I interdit)

#### **Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES) dite de Washington**

CITES (I) : espèces dont le commerce international est interdit sauf pour des raisons scientifiques

CITES (II) : espèces dont le commerce international est contrôlé par un système de permis d'import ou d'export

### Protection communautaire

#### **Directive habitat Faune / flore, n° 92-43-CEE (DH)**

##### **Donne la liste des habitats et des espèces nécessitant soit la désignation de zones spéciales de conservation, soit une protection stricte.**

DH II : Espèces d'intérêt communautaire au titre de la Directive 92/43/CEE dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation (\* = espèces prioritaires)

DH IV : Espèces d'intérêt communautaire au titre de la Directive 92/43/CEE qui nécessite une protection stricte

DH V : Espèces d'intérêt communautaire au titre de la Directive 92/43/CEE dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesure de gestion

### Protection nationale

#### **Arrêté du 17 avril 1981 fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire, avec arrêtés complémentaires.**

N(I) : sont interdits : destruction, mutilation, capture ou enlèvement, naturalisation et transport, colportage, utilisation, mise en vente, vente ou achat, qu'ils soient vivants ou morts

N(II) : sont interdits : mutilation, naturalisation et qu'ils soient vivants ou morts, transport, colportage, utilisation, mise en vente, vente ou achat des spécimens détruits, capturés ou enlevés. (arrêté du 30 mai 1997)

N(III) : sont interdits : mutilation, naturalisation et qu'ils soient vivants ou morts, transport, colportage, utilisation, mise en vente, vente ou achat des spécimens détruits, capturés ou enlevés.

Les dépouilles peuvent cependant être transportées et naturalisées pour le compte de l'auteur de la capture. (arrêté du 30 mai 1997)

N(III bis) : sont interdits : colportage, mise en vente, vente ou achat des spécimens morts. (arrêtés du 28 juillet 1994 et 24 avril 1997)

N(III ter) : sont interdits : destruction, mutilation, capture ou enlèvement, naturalisation et qu'ils soient vivants ou morts, transport, colportage, utilisation, mise en vente, vente ou achat.

Dérogation possible de capture ou destruction pour protéger cultures et bétail. (arrêté du 10 octobre 1996)

## **Protection régionale et départementale**

**Arrêtés interdisants dans les régions (et départements) correspondants la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette, l'enlèvement et la commercialisation de diverses espèces**

Als	Arrêté du 28 juin 1993	Alsace
Aq	Arrêté du 8 mars 2002	Aquitaine

**comprend une liste spécifique pour les département suivants :** Dordogne (Aq : ), Gironde (Aq : ), Landes (Aq : ), Lot-et-Garonne (Aq : ), Pyrénées-Atlantique (Aq : )

Auv	Arrêté du 30 mars 1990	Auvergne
BN	Arrêté du 27avril 1995	Basse Normandie
Bg	Arrêté du 27 mars 1992	Bourgogne
Br	Arrêté du 23juillet 1987	Bretagne
Cc	Arrêté du 12 mai 1993	Centre
CA	Arrêté du 8 février 1988	Champagne Ardennes

**comprend une liste spécifique pour les département suivants :** Ardennes (CA:08), Aube (CA:10), Mame (CA:51)

Co	Arrêté du 24 juin 1986	Corse
FC	Arrêté du 22 juin 1992	Franche Comté
HN	Arrêté du 3 avril 1990	Haute Normandie
IF	Arrêté du 11 mars 1991	Ile de France
LJ	Arrêté du 29 octobre 1997	Lanquedoc Roussillon
Li	Arrêté du 1er septembre 1989	Limousin

**comprend une liste spécifique pour les départements suivants :** Corrèze (Li: 19), Creuse (Li:23), Haute-Vienne (Li:87)

Lo	Arrêté du 3 janvier 1994	Lorraine
----	--------------------------	----------

**comprend une liste spécifique pour les départements suivants :** Meurthe et Moselle (Lo:54), Meuse (Lo:55), Moselle (Lo:57)

MP	Arrêté du 30 décembre 2004	Midi Pyrénées
----	----------------------------	---------------

**comprend une liste spécifique pour les départements suivants :** Ariège (Mp: ), Aveyron (Mp: ), Haute-Garonne (Mp: ), Gers (Mp: ), Lot (Mp: ), Haute-Pyrénées (Mp: ), Tam (Mp: ), Tam et Garonne (Mp: )

NPC	Arrêté du 1 avril 1991	Nord Pas de Calais
PL	Arrêté du 25 janvier 1993	Pays de Loire
Pic	Arrêté du 17 août 1989	Picardie
PC	Arrêté du 19avril 1988	Poitou Charentes

**comprend une liste spécifique pour le département suivant :** Vienne (PC:86)

PACA	Arrêté du 9 mai 1994	Provence Alpes Côte d'Azur
------	----------------------	----------------------------

**comprend une liste spécifique pour les départements suivants :** Alpes-de-Haute-Provence (PACA: ), Hautes-Alpes (PACA: ), Alpes-maritimes (PACA: ), Var (PACA: ), Vaucluse (PACA: )

RA	Arrêté du 4 décembre 1990	Rhône Alpes
----	---------------------------	-------------

**comprend une liste spécifique pour les départements suivants :** Ain (RA:01), Isère (RA:38), Loire (RA:42), Haute Savoie (RA:74)

## **Listes rouge nationale :**

L.R. Nat.

## **Liste rouge départementale :**

L.R. Reg.

## **Réglementation préfectorale**

oui espèce pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire

Remarque : pas d'arrêté préfectoral spécifique en Savoie